

«L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.»

# La Commune

Mensuel de l'organisation *La Commune - Pour un Parti des Travailleurs*  
membre du courant international *Mouvement socialiste des travailleurs (IVe internationale)*

n° 93 Décembre 2014

**Chômage, misère et exploitation :**  
**Pour un**  
**Plan d'urgence**  
**et d'action !**

**Dossier du mois: l'archéologie préventive en danger lire pp 12-13**

**Culture : vers la disparition du ministère? lire pp 8-9**

**Etat espagnol, Catalogne : la monarchie en décomposition lire pp14-15**

**Burkina Faso : la poudrière lire pp 20-21**

## Éditorial

# La bête blessée

### SOMMAIRE

#### Pages

• Editorial.....	2
• Mort de Rémi Fraisse.....	3
• Chronique d'une chute de régime..	4
• La réalité en chiffres.....	7
• Ministère de la Culture.....	8
• Pour un plan d'urgence !.....	10
• Dossier Patrimoine.....	12
• Etat espagnol.....	14
• Argentine.....	16
• Mexique.....	17
• Palestine.....	18
• Burkina Faso.....	20

**O**n dit que la bête blessée est plus dangereuse que jamais, dans sa tentative désespérée de vivre. Cela semble assez bien coller à ce gouvernement, isolé, discrédité, sans la moindre assise populaire, empêtré dans les scandales de toute sorte, comme tout régime en bout de course où le moindre événement prend des proportions dramatiques ou tragico-comiques.

Mais effectivement, la bête aux abois veut encore nuire, jusqu'au bout. C'est le cas avec le rapport Pisani-Enderlein, commandé par les deux ministres de l'économie, l'allemand Sigmar Gabriel et son homologue français Macron, bien connu désormais pour son appréciation pleine de mépris des ouvrières du volailler Gad, ces « illettrées ».

Ce rapport est une attaque en règle contre les deux classes ouvrières, allemande et française.

Il préconise une réforme de fond en comble du marché du travail en remettant sur la table la fameuse « flexisécurité », qui combinerait selon ces grands experts la flexibilité pour l'employeur et la « sécurité de parcours pour l'employé ». On ne sait pas pourquoi, sans doute notre mauvaise foi, mais il est fort à parier que c'est surtout le premier terme qui est à retenir. Les entreprises pourront négocier, entreprise par entreprise, le temps de travail et les salaires. Diviser les salariés boîte par boîte, exercer le chantage à la fermeture en échange de « négociation » sur les salaires et le temps de travail, la ficelle est grosse mais la menace est bien réelle.

Dans le même ordre d'idée, il faut « rendre les coûts et les délais de licenciement plus prévisibles », traduisons : plus rapides et sans contrainte.

A cela s'ajoute la préconisation d'une nouvelle réforme de l'assurance chômage, une de plus, afin de réduire encore plus les droits des salariés. D'ailleurs, explique ce rapport, il faut en terminer avec cette situation où les « employés qualifiés ont tendance à consommer leurs droits à indemnisation avant de se mettre vraiment à la recherche d'un travail ». Fâcheuse tendance en effet !

En outre, et pour aboutir à l'application de toute cette offensive, les accords de branche pourraient primer les dispositions légales « y compris lorsque ces accords

ne sont pas bénéfiques pour les employés ». Ben voyons, exit les Conventions collectives et les dispositions générales du Code du travail !. Terminons avec cette perle :

"Dans une situation où les entreprises du secteur exposé à la concurrence internationale ont vu leur rentabilité baisser, le signal fort devrait être donné que des mesures sont prises pour éviter que les salaires réels n'augmentent à un rythme plus rapide que celui de la productivité du travail."

En clair et en d'autres termes, il s'agit de bloquer les salaires, ni plus ni moins. Sans doute, rien de bien nouveau sous le soleil de l'offensive du Capital mais la volonté affichée d'aller toujours plus loin, toujours plus vite est manifeste.

La bête blessée peut donc encore faire mal. Le problème de fond est, encore et toujours le fait que, face à ces attaques d'un gouvernement pourtant faible et isolé, les directions syndicales sont arc-boutées pour empêcher le surgissement des salariés et des chômeurs en défense de leurs revendications vitales. Et il ne s'agit pas comme prétendent certains naïfs de problème de « convergence des luttes », comme s'il s'agissait d'un problème technique et de mauvaise organisation de la riposte de la part de ces pauvres directions syndicales mal préparées ! Il s'agit bien au contraire de briser par tous les moyens ce dispositif contre-révolutionnaire des appareils bureaucratiques et d'aider la classe ouvrière à réussir le débordement de tous ces obstacles. Il faut donc commencer à dire la vérité aux travailleurs, à chaque pas. Et les accompagner dans cette voie. De quoi s'agit-il désormais ? Comme disaient nos aînés, « Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de **RENDICATIENS TRANSITOIRES**, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. »

**Pedro Carrasquedo, 29 novembre 2014**

**ADIDO, BP82, 94003 Créteil.**

(ADIDO, association loi 1901,  
édite le mensuel La Commune)

**courrier électronique :**

**lacommune@lacommune.org**

**http://www.lacommune.org**

*Mort de Rémi Fraisse :*

*Une déclaration du GSI que nous partageons totalement*

## **Les chiens de garde de la bourgeoisie ont assassiné Rémi !**

La mort de Rémi est le résultat de la politique du gouvernement Hollande-Valls tout entière au service du capitalisme au détriment des travailleurs, des jeunes, des paysans. La répression des mouvements sociaux, des militants syndicaux ou associatifs qui s'opposent à la politique du gouvernement, tout comme l'interdiction des manifestations contre l'Etat sioniste d'Israël cet été (le Parquet a ainsi fait appel de la relaxe d'Alain Pojolat qui avait déposé les demandes d'autorisation de manifestations à la préfecture), étaient annonciatrices d'un tel drame et indiquaient clairement la volonté de durcir la répression pour étouffer, criminaliser les mobilisations sociales en cours. Les assassins, les provocateurs, les vrais criminels sont à l'Elysée et à Matignon !

### **Ils nous ont déclaré la guerre !**

Lors d'une conférence de presse, organisée à dessein trois heures avant celle de François Hollande, l'avocat de la famille de Rémi Fraisse, Arié Alimi, avait interpellé Hollande: "Pourquoi, alors que les militaires le voient expressément tomber à la suite de l'explosion de la grenade, que les circonstances de sa mort sont connues dès cet instant, la vérité sur la mort [de leur] enfant et frère n'a-t-elle pas été immédiatement révélée ? »; pourquoi, enfin, « ces militaires ont-ils délibérément jeté une grenade contenant exclusivement des explosifs, une grenade utilisée pendant la première et la seconde guerre mondiale (...) » (source : Le Monde)

Mediapart révèle par ailleurs que près de quarante grenades offensives ont été lancées par les militaires dans la nuit du 25 au 26 octobre contre les militants mobilisés contre le barrage de Sivens !

**Dernière minute :** Malgré les interdictions prononcées par les préfets dans certains départements, plusieurs manifestations ont eu lieu vendredi 7 et samedi 8 novembre pour dénoncer les violences policières. Ils étaient plusieurs

centaines à Lyon et à Marseille, plus de 500 à Toulouse, 300 à Rennes, 200 à Lille, plus de 2000 à Notre-Dame-des-Landes, près de Nantes, plus de 1400 à Paris. La police a encore une fois répondu par la violence, en interpellant plusieurs dizaines de manifestations, notamment à Toulouse, Lyon et Marseille. Lundi 10 novembre, ce sont plusieurs centaines de lycéens qui ont manifesté et bloqué leurs établissements en Seine-Saint-Denis, pour dénoncer les violences policières.

### **Les lycéens se mobilisent contre les violences policières et les expulsions !**

C'est maintenant aussi la jeunesse lycéenne qui se mobilise, partout en France. Jeudi 6 novembre au matin, à Marseille, plusieurs lycées ont débrayé et se sont rendus devant la Préfecture des Bouches-du-Rhône. Lieu hautement symbolique, puisqu'il s'agit d'un QG de la police. Vendredi 7 novembre, ce sont des lycées à Rouen et Limoges qui se sont joints à la lutte contre les violences policières !

A Paris, 29 lycées étaient mobilisés le jeudi 6/11 pour protester contre la mort de Rémi et les violences policières. 15 lycées étaient totalement bloqués, 14 avec barrage filtrant. Venus de Paris, Montreuil, St Denis, plusieurs milliers de lycéens ont ensuite convergé à Nation, et ont manifesté jusqu'à Place d'Italie.

La grève et la manifestation ont été conduites le vendredi, rassemblant de nouveau plusieurs milliers de manifestants, malgré les tentatives de la police d'empêcher les blocages le matin !

Sur les pancartes et les banderoles des cortèges lycéens d'Hélène Boucher, Paul Valéry, Ravel, Monnet, Dorian, Arago, Rodin... le message est clair et net : « PV [lycée Paul-Valéry] ne pardonne pas Cazeneuve », « Le lycée Rodin dit non aux violences policières ».

Ce vendredi, Maxime, du lycée Jean Jaurès à Montreuil, nous expliquait que la manif ne convergerait pas avec le

rassemblement appelé par le "syndicat" lycéen UNL au même moment, car « L'UNL, c'est dirigé par le PS, et le PS, il nous réprime ». Ca a le mérite d'être clair !

Souvenons nous qu'il y a moins d'un an, les lycéens se battaient déjà contre l'expulsion de Leonarda et Khatchik. Oui, la jeunesse sait ce qu'elle veut !

### **Début de mobilisation à l'université**

A la fac du Mirail, à Toulouse, plus de 700 étudiants, enseignants et personnels étaient en AG jeudi 6 novembre, contre la privatisation de l'université et contre la répression policière. Pour toutes les personnes présentes, le lien entre les deux est clair : la volonté de privatisation se heurte à la résistance de la jeunesse.

En retour, l'État réprime... On n'avait pas vu une AG aussi combative et massive depuis la lutte contre la LRU en 2009 !

Craignant l'extension des protestations, le gouvernement multiplie les interdictions de manifester remettant ainsi en cause un droit démocratique arraché de haute lutte. Ainsi, la préfecture de Haute-Garonne a interdit vendredi soir une manifestation, prévue samedi à 14 heures à Toulouse, ayant pour mot d'ordre « halte aux violences policières ». Les manifestations de Rennes a également été interdite par la préfecture d'Ille-et-Vilaine.

Les étudiants de Toulouse et les lycéens nous montrent la voie !

Il est grand temps de faire l'unité et d'appeler à des Assemblées Générales contre la privatisation, contre les violences policières, contre la répression et les expulsions de sans-papiers !

### **Mobilisation et unité contre les violences policières et les expulsions de sans papiers !**

**Pour l'arrêt de toutes les poursuites et pour la libération de tous ceux qui luttent !**

*Paris, le vendredi 7 novembre 2014.*

## Chronique d'une chute de régime

# Pour qui sonne le glas ?

**La Vème République est en miettes, en décomposition. Il se trouve seulement que son décès n'a pas encore été constaté. Un peu de patience, la lutte de classes va s'en charger. De ce régime, il ne reste à quelque chose près que la Constitution, tant de fois remaniée depuis 1974. Le chef de l'Etat ne décide plus. Il est la risée de tous, au point que l'on s'inquiète, ici et là, du « Hollande bashing ». Son Premier ministre en est réduit à faire des déclarations d'amour à l'Entreprise. Et, du côté de l'UMP, parti organique du régime, point de solution de « rechange ». Un régime bonapartiste... sans « Bonaparte ». Pas même un « Napoléon le tout petit », façon Sarkozy.**

Ce n'est pourtant pas faute d'autoritarisme. Rarement un gouvernement, depuis de Gaulle, ne s'en était pris avec tant de raideur au droit de manifester. Au point d'embastiller des manifestants. Fermeté illusoire qui tente de sauver les apparences. Mais un bilan tragique et meurtrier tout de même : un mort, un jeune homme de 20 ans tué à la grenade offensive. En d'autres temps, le mouvement ouvrier et démocratique aurait fait se lever une puissante manifestation contre cet abject crime d'Etat. Mais ses chefs regardent ailleurs, concoctent une manifestation informe « contre l'austérité ». C'est assez vague pour ne heurter personne et pour faire un appel consensuel, unanimiste, le contraire du Front unique ouvrier. Une façon bien commode, avec la signature complice du NPA, (tous courants confondus) de mettre un couvercle sur le nécessaire combat uni pour rompre le pacte de responsabilité et pour sauver la Sécurité sociale et ses principes fondateurs.

### De droite à gauche, aucune assise populaire

Reste que le gouvernement actuel, tout comme son « opposition » de droite, est suspendu en l'air, privé de toute assise sociale, de toute forme solide et sérieuse d'adhésion populaire. Alors, ici et là, on spéculer sur des « élections anticipées » qui auraient le don de susciter une « cohabitation » dans le cadre du quinquennat qui avait été conçu pour éviter cette forme dégradée d'Union nationale au sommet. Certes, la crise qui ronge l'UMP de part en part n'est pas propice à une dissolution de l'Assemblée nationale mais cette « arme fatale » pourrait cependant être utilisée pour tenter de conjurer le risque d'une explosion sociale imminente. Tout est en effet trop calme, dans ce pays. Comme ce 15 mars 1968 quand une

grande plume éclairée du « Monde » (Hubert Beuve-Méry) écrivait imprudemment mais avec l'air de celui qui savait tout et avant tout le monde : « la

France s'ennuie » en se hasardant à prédire que la vie serait un long fleuve tranquille jusqu'aux élections de 1972. Hélas ! Deux mois plus tard, la révolution frappait à la porte, le pays tout entier entraînait en grève générale par surprise, du moins pour cette petite bourgeoisie arrogante, la même qui en ce moment voit une situation défavorable pour les travailleurs à tous les coins de rue et le FN triomphant dans tous les HLM de France !

Dans ce « calme » qui a été secoué par des mouvements annonciateurs, (Bonnets rouges, grève des cheminots, mobilisation contre le soutien de « La France » à l'Etat d'Israël lors de sa dernière guerre sale contre Gaza), affaires et pantalonades grotesques s'enchaînent, à n'en plus finir. Et voici qu'une photo circule montrant l'actrice Julie Gayet en compagnie de son ami de cœur, le chef de l'Etat, au beau milieu du Palais présidentiel. Le ridicule ne tue pas, dit-on. Voire...

### Un 9e ministre « remercié » !

Ces « affaires » et « pantalonades » sont l'expression de la crise du Régime qui se fonde en une seule crise du sommet de l'Etat. Pour y parer, on cherche encore des biais pour réanimer un pseudo « clivage gauche-droite » ou, à présent, on ne sait quel « clivage ethnique », tout en agitant le chiffon rouge délavé du « FN aux portes du pouvoir », « parti fasciste en marche ».



Le Monde en mars 1968

De ce fait, les questions sociétales vont bon train. C'est pratique et ça appelle au consensus pour pas cher au sein de la « gauche », en partant du PS et sans rivages à droite. Et vas-y que je t'invente des débats enflammés, mais sans flamme, sur la GPA qui pourrait devenir, au cas où, un marché juteux du ventre des femmes (voilà que ces gens découvrent avec horreur que le ventre des femmes est déjà, en système capitaliste, une marchandise avec valeur d'usage et valeur d'échange !) jet de l'enfantement. Pain bénit pour la réaction cléricale qui peut réactiver ces « manifs pour tous ». Pain bénit pour le gouvernement qui se trouve un « ennemi » sur mesure, dont les piaffements procureront l'illusion d'un bras de fer entre « la gauche » et « la droite flanquée de l'extrême droite ». Qui n'a pas d'ennemi n'a pas d'ami, dit-on. Celui qui a de faux ennemis ne peut donc espérer n'avoir que de faux amis. Et, encore, à la marge !

S'agissant des « affaires », on ne sait plus trop où donner de la tête, ni choisir celle qui serait « la pire ». Parlons donc de celle qui fait le moins de bruit : un appartement, à l'orée du bois de Vincennes, dans le secteur le plus chic de cette commune paisible et « préservée ». Des frais de rénovation à l'ave-nant. Le tout payé sur les fonds de la CGT pour y abriter son secrétaire général, l'insipide Le Paon. Ce n'est pas, il est vrai, une affaire d'Etat, quoique l'appareil de la CGT recueille pourtant sans ciller les subsides de « la nation ». Phénomène qui ne manque pas

## Chronique d'une chute de régime

d'aliéner l'indépendance de la Confédération historique des travailleurs.

### Un porte-PQ à 930 euros chez Le Paon...

Cette affaire mérite tout autant notre attention que les autres car elle illustre, de façon non moins triviale, la crise qui mine l'appareil de la CGT, du fait de sa soumission aux « réformes » par le biais d'un discours sur « un syndicalisme combinant propositions et revendications » inspiré historiquement de la CFDT qui est devenue ouvertement un syndicat « jaune ». Comme en témoigne son ardeur antigreve lors de la grève des

cheminots et lors de la grève des pilotes de ligne. Autre aspect de la crise du sommet : la valse des ministres et des remaniements. En l'espace de moins de deux

ans : 9 ministres, pas moins, ont été congédiés, dont un Premier ministre. Ayrault, lui-même. Lequel doit sa chute à un « axe » Valls-Montebourg. Dernier remercié en date : Kader Arif, secrétaire d'Etat aux anciens combattants « prié de partir ». On assiste ainsi à un processus implacable qui pousse à un gouvernement tellement « resserré » qu'il sera, à la fin des fins, minoritaire dans sa propre « majorité » à l'Assemblée.

La crise politique qui en résulte n'épargne aucun « parti », pas même le FN, en proie à ce que l'on appelle une « crise d'identité », à force de s'auto-banaliser, d'éviter les saillies provocatrices qu'affectionnait Le Pen-père, lequel semble être réduit à inaugurer les chrysanthèmes.

L'UMP qui ne s'est jamais remise du psychodrame de novembre 2012 est en proie à tous les déchirements. Dans ces conditions, le « retour » de Sarkozy aura été un échec patent. En déclarant contre son gré, sous la pression du public d'une salle chauffée à blanc, qu'il



Thierry Lepaon

se prononçait pour « l'abrogation de la loi Taubira », Sarkozy a bradé son autorité aux seules fins de ne pas se couper d'une base « militante » de plus en plus volatile. Juppé a alors saisi l'occasion pour se prononcer contre toute abrogation de la loi Taubira et donc en faveur de l'adoption par les couples homosexuels. Posture qui lui permet et de s'élever ainsi « au-dessus des partis » tout en se donnant un « new-look » en vue de 2017. Sans craindre d'affronter, dans sa propre ville, les huées des militants déstabilisés. Se faisant passer ainsi pour un « homme fort », toujours « droit dans ses bottes », que les mouvements de foule n'émeuvent pas selon ses propres termes.

### Sarkozy-Juppé, bras de fer pour un siège vermoulu

C'est dire que trois ans avant la date d'échéance (ou de déchéance), la campagne présidentielle fait rage à droite. Juppé s'apprête déjà, s'affûte, s'avance comme un « recours » capable de rassembler « par-delà les clivages » et d'être le meilleur représentant du Capital financier, de l'Union Européenne et du FMI. Face à lui, Sarkozy s'apprête à reprendre la main sur l'appareil de l'UMP. Mais ni l'un, ni l'autre n'ignorent que la droite est en charpie.

UMP et PS sont, tous deux, en proie à la dislocation des chairs. Tandis, qu'en bas, la masse de la population laborieuse et opprimée a décrété que « plus personne ne nous représente ». Toutes les forces politiques sont alors prises de vertige. La peur du vide n'épargne pas



N. Sarkozy et A. Juppé

la dite « extrême-gauche », le NPA en particulier. Cet ersatz de « parti » n'est plus que l'ombre de lui-même. Lui-même ne voit pas d'issue. Sa « majo » elle-même a volé en éclats avec pas moins de deux textes d'orientation pour le prochain congrès. A telle enseigne

que Besancenot et Krivine ne sont même pas signataires du même texte d'orientation en vue du prochain congrès de fin janvier. Et que Philippe Poutou, pourtant un des rares militants



Philippe Poutou

ouvriers courageux que compte le NPA n'est signataire d'aucun des textes d'orientation, une première ! Un congrès sans perspective, pour un « parti » qui est devenu une camarilla c'est-à-dire, une fédération de cliques rivales. Voilà ce que donne une extrême-gauche appauvrie de nos jours. Une extrême gauche de pacotille qui ne va sans rappeler ces « marxistes légaux » de Russie que l'autocrate Nicolas II tolérait avant la révolution russe de 1905.

### NPA, de crise politique à faillite financière

La situation financière du NPA est l'expression brutale de la crise qui secoue ce « parti », si l'on en juge par les écrits de sa Commission exécutive du mercredi 19 novembre :

« A l'heure actuelle, la souscription 2014 a rapporté 18 610€. Ce résultat doit être mis en regard de notre objectif (400 000€) et du résultat l'année dernière à la même date (88 560€). Inutile de dire que la situation est grave.

#### POURQUOI CETTE SOUSCRIPTION ?

Une fois encore, la souscription 2014 servira en partie à nos dépenses courantes en 2015. Si notre budget de fonctionnement est structurellement à l'équilibre (pour l'instant...), il reste minimal. Nous vivons donc chichement, et on ne voit plus quelles dépenses réduire, si ce n'est à réduire encore notre apparition publique.

La souscription 2014 devrait aussi servir à mettre de l'argent de côté pour investir, nous développer, faire face à un mouvement d'ampleur et

## Chronique d'une chute de régime

**aux scrutins électoraux prévus... ou imprévus !** Certes l'hypothèse de législatives anticipées peut paraître très faible. Si elles avaient lieu, les débats ne seraient pas que financier, loin de là. Mais pour donner une idée du coût globale d'un tel scrutin, il faut se rappeler que celui de 2012 avait coûté 1M€. Comme nous n'avons plus aucune réserve, autant dire que nous sommes loin de tout cela et que la souscription 2014 n'est donc, une fois encore, pas un luxe.

**Mais ce n'est pas tout... Car avant tout cela, sachez qu'elle permettra d'honorer le paiement des 250 000€ de matériel officiel relatif aux élections européennes 2014.** La souscription 2014 n'attendra donc même pas le 1er janvier 2015 pour être consommée ! Son besoin est donc im-médiat » (*Nous avons laissé les fautes d'orthographe qui émaillent ces phrases, elles sont à elles seules une preuve de l'authenticité de l'origine du document. Et encore, on épargne au lecteur la totalité du texte ! C'est sans doute une preuve d'anticapitalisme que de s'émanciper des règles de syntaxe et d'orthographe... NDLR*)

Il faut donc les voir spéculer sur les « élections anticipées » ou, sait-on jamais, un « mouvement d'ampleur ». Ces anticapitalistes qui ne cessent de dire que le rapport des forces est défavorable aux masses laborieuses. Mais, qu'est-ce donc qu'un « mouvement d'ampleur » sur lequel on spéculer sans s'y préparer ? Qu'est-ce donc que cette « posture » qui consiste à subir les événements, à « attendre et voir » ? Drôle d'anticapitalisme que celui-là ! Pourquoi ne pas dire que la grève générale est à l'ordre du jour pour imposer un Plan d'urgence de défense des travailleurs et de la jeunesse, un plan qui commence par l'exigence de l'abrogation de toutes les réformes scélérates ? Pourquoi ne pas appeler un chat, un chat ? Pourquoi suggérer un « mouvement d'ampleur » sans l'appeler par son nom : la grève générale, seule issue ouvrière à la crise d'ensemble ?

### **Du véritable combat en défense des femmes travailleuses**

Nous savons d'avance que ces questions seront balayées du prochain Congrès du NPA ou, à tout les moins, éludées, au profit de grands débats sur le « féminisme », un « féminisme »

sans rapport avec le véritable combat émancipateur des femmes travailleuses, pour les crèches, pour : « à travail égal, salaire égal, pour les maternités etc. En effet, le « féminisme » dont il est question dans le NPA n'est autre que le sexisme à rebours, l'opposition abstraite, de principe entre femmes et hommes, par-delà les frontières de classe, aux antipodes de l'unité des femmes travailleuses et de leurs frères de classe contre l'exploiteur et



Alexandra Kollontai

l'opresseur commun. Un « féminisme » qui, en définitive, interdit de faire place aux femmes travailleuses dans le combat de classe.

Voilà des gens qui devraient relire (ou lire) un certain nombre d'écrits de nos aînés (puisés dans les meilleures traditions du mouvement ouvrier) ce qui leur éviterait peut-être de s'obstiner dans les ornières du « féminisme » petit-bourgeois, forme insidieuse d'une sorte de « Front populaire » chez les femmes travailleuses. Ils pourraient par exemple lire utilement Alexandra Kollontai dirigeante du Parti bolchévique qui rappelait lors d'une de ses nombreuses conférences sur ce sujet :

*« Le mouvement féministe bourgeois a atterri dans une impasse. Les organisations révolutionnaires du prolétariat sont les seules à indiquer la voie que peuvent emprunter les femmes travailleuses. Mais, au départ, les ouvrières, pas plus que les ouvriers, ne comprennent que l'objectif final du mouve-*

*ment ouvrier allait amener avec lui la résolution de la « question des femmes ». Ce n'est que peu à peu et grâce à des expériences difficilement acquises que la classe ouvrière prit conscience qu'il n'existait pas au sein du prolétariat de contradictions antagonistes ni de conflits d'intérêts. Déjà, grâce à la mécanisation du travail, les activités qui étaient restées différentes s'uniformisèrent, de sorte que les ouvriers et les ouvrières ont aujourd'hui des intérêts et des buts semblables. Le prolétariat est une unité. Il est une classe qui n'a pas de place pour une guerre entre les sexes, et la libération des femmes fait partie de ses objectifs à long terme. »* (VIIIe conférence à l'Université Sverdlov, sur la libération de la femme)

Comme sœur Anne, le NPA ne voit rien venir. Soucieux de relativiser la crise politique, les chefs de cette camarilla ne voient qu'offensive triomphante du Capital et montée de l'extrême droite et même des « ethnicismes », là où le Capital se bat le dos au mur pour préserver ses « taux de marges » dans la guerre économique qui fait rage sur cette planète. Ne voyant rien, ils négligent ou méprisent les frondes et révoltes qui secouent les professions libérales (pharmaciens, avocats) en lien avec la défense de la Sécurité sociale (contre la libéralisation de la vente des médicaments) ou des droits de la défense pour la population pauvre (contre la dévalorisation de l'aide juridictionnelle).

Ainsi se met en place le décor d'une situation qui mène tout droit à l'explosion révolutionnaire, dans la brèche ouverte par la crise des institutions, des hommes et femmes qui y sont liés, sur fond de crise sociale intense qui attend juste que le contingent réalise le nécessaire autrement dit un fait, un événement qui va permettre aux masses de déborder le dispositif contre-révolutionnaire des appareils bureaucratiques. Quiconque sait faire confiance aux masses sait que, tôt ou tard, elles y parviendront.

**Daniel Petri  
23 novembre 2014**

## La réalité en chiffres

# Les «bienfaits» du capitalisme

*Avec l'arrivée du Père Noël, la presse, les radios, les télévisions nous livrent, pêle-mêle, des chiffres sur tout et rien. Toutefois mis les uns à côté des autres, ils nous parlent du monde où nous vivons. Celui où il fait bon être riche et en bonne santé et celui où finir le mois devient une angoisse permanente.*

### Mille deux cent milliards de dollars.

Ce chiffre où compter les zéros dépasse l'entendement, ce n'est rien d'autres que ce que vont distribuer les plus grosses entreprises mondiales à leurs actionnaires. En Europe, la France est la championne du versement de dividendes. Les actionnaires des entreprises françaises vont toucher, en 2014, cent trente milliards d'euros, soit une augmentation de 30,3 % de plus qu'en 2013. Dans le même moment, le gouvernement annonce que le SMIC ne sera pas augmenté et tout ça à cause de la crise. La crise pour qui ?

### Cinquante trois millions d'euros.

Avionneur, sénateur, voleur, Serge Dassault est accusé par son comptable, Gérard Linet ( dans un procès-verbal) avoir reçu de sa main 53 millions d'euros. Cette modique somme aurait servi à acheter des votes lors des élections municipales de Corbeille-Essonne. Ce qui a permis à Dassault et sa clique de se maintenir à la mairie. Le montage



Serge Dassault

pour faire entrer ce fric en France implique deux fondations au Liechtenstein (Pégase et Balzane), une banque Suisse (Raiffensen) et une société Suisse ( Cofinor) qui a comme par hasard une succursale en France. Ce petit monsieur est également soupçonné d'avoir commandité une tentative de meurtre sur la personne de Fetah Hou, celui qui a dénoncé publiquement les achats de votes. Pour ce qui est des 53 millions, les salariés de Dassault apprécieront, eux qui goûtent au chômage technique.

### Trois cent quarante six mille sept cent cinq euros.

Voilà ce que touche Lombard, ancien p-d-g de France-Télécom depuis 2011 comme retraite chapeau. Ce Lombard s'est vu offrir ce cadeau somptuaire en sus de sa retraite classique, cadeau versée par son entreprise qui pour le coup est exonérée de cotisations sociales et de CSG. Chez EDF-GDF, Mestrallet devrait pour son compte toucher 831 641 euros dès son départ en retraite en 2016. Le gouvernement n'est pas content mais il a tout de même validé ce scandale financier. Les salariés de ces deux entreprises apprécieront et quant aux familles des salariés qui se sont suicidés chez France-Télécom, ils n'ont plus que leurs yeux pour pleurer.

### Cent soixante mille.

Voilà le chiffre annoncé de sans-domicile en France, dont trente et un mille enfants. Ces 160 000 font parti de la cohorte de pauvreté en France. Près de 8,2 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, plus de 700 000 vivent sans domicile personnel, les restos du cœur ont distribué 13 millions de repas pendant la campagne 2013-2014. Parmi ceux qui viennent dans les restos, on trouve aujourd'hui des étudiants,



Didier Lombard

des retraités, des travailleurs pauvres. Le temps des soupes populaires est de retour.

### « Pour un partage plus juste des richesses » ?

Certains face à cette situation nous proposent un « partage plus juste des richesses. » Voilà un mot d'ordre qui sent bon l'eau bénite et la réaction. Ce sont ces Mélenchon, Besancenot et consorts qui veulent nous faire croire qu'un partage plus juste résoudrait cette réalité du capitalisme, qu'il serait normal qu'exploiteurs et exploités puissent se partager le produit du travail de la classe ouvrière. Eh bien non, les salariés n'ont rien à attendre de leurs exploiters, les travailleurs n'ont comme solution que de se réapproprier leur outil de travail, le fruit intégral de leur travail et de chasser à jamais ces vampires et leurs valets.

Comme le dit le chant des travailleurs : « Du passé faisons table rase, foule esclave debout, debout , le monde va changer de base, nous ne sommes rien, soyons tout ! »

Francis Charpentier,  
28 novembre 2014

## Vers la disparition du ministère de la Culture ?

**Le gouvernement Valls-Hollande poursuit et amplifie la politique de casse de la Fonction publique et de l'Etat entamée par les gouvernements précédents, hier baptisée Révision Générale de Politiques Publiques (RGPP) par Sarkozy, aujourd'hui Modernisation de l'Action Publique (MAP) par Hollande : baisse du montant du budget de l'Etat (18 milliards pris sur le budget de l'Etat 2015-2017 pour être donnés aux entreprises via le pacte de responsabilité), diminution du nombre de fonctionnaires de l'Etat (près de 1 200 postes de fonctionnaires de l'Etat en moins pour 2015), démantèlement des missions et des services de l'Etat via le passage aux collectivités territoriales avant d'être privatisés définitivement, rentabilisation effrénée des services et établissements de l'Etat non encore décentralisés ou privatisés. Voici l'exemple du ministère de la Culture...**

Le ministère de la Culture est en effet mis à la diète, comme les autres ministères, afin de dégager des ca-deaux pour le patronat via le pacte de responsabilité. Pour le petit ministère de la Culture, dont le **budget** n'a jamais dépassé dans toute son histoire le fameux 1% du budget de l'Etat, l'amputation est large : environ 260 millions pour la période 2015-2017, soit près de 8% de son budget ! L'essentiel de la coupe annoncée devrait être so-disant effectuée sur le poste de l'audio-visuel public et intégralement compensée par le produit de la redevance .... payée par chacun de nous, taxe forfaitaire et non progressive. Il faudra donc augmenter la redevance ou supprimer des pans entiers de service public, dans l'audiovisuel, dans les musées, dans les archives : au final ce sont donc les plus pauvres et le service public culturel qui vont payer pour honorer la contribution des 260 millions du budget de la culture pour financer le pacte de responsabilité !

### 2000 suppressions de postes de fonctionnaires sous Hollande

Du côté du nombre de fonctionnaires, le ministère de la Culture a subi de larges plans de **suppressions d'emplois** : plus de 1 500 emplois pendant la RGPP de Sarkozy entre 2007 et 2012 ; on approche maintenant les 2 000 suppressions après deux ans de gouvernement socialiste. Sur un effectif total de 26 000 salariés, c'est donc un énorme plan social qui a affecté ce ministère, retranchant quasiment 8 % de ses effectifs en quelques années. Dans le même temps, la part des personnels précaires et non-titulaires n'a cessé d'augmenter au point de devenir majoritaire, et syno-



Fleur Pellerin, ministre de la Culture

nyme d'abandon et de privatisations des missions de service public donc de la casse du ministère : sur les 26 000 emplois du ministère, 15 000 sont occupés par des contractuels soit près de 60 %, dont une majorité de vacataires et CDD !

Ce basculement progressif des pourcentages de salariés titulaires et non titulaires s'est opéré via la création progressive depuis 1991 des **établissements publics** (EP) du ministère, administratifs (EPA) ou industriels et commerciaux (EPIC) : le ministère Lang est en effet celui qui a transformé les services dits extérieurs du ministère en autant d'établissements autonomes, devant être rentables, recrutant des contractuels et s'affranchissant de la tutelle du ministère. Le nombre d'« opérateurs » n'a cessé de croître : toute nouvelle structure créée est de facto un établissement public et petit à petit les différents musées le deviennent (le dernier en date est le musée Picasso). Il en existe aujourd'hui plus de 80 ! Il est de ce point de vue instructif de connaître, dans le cadre du programme de stabilité 2014-2017, le seul et unique objectif du ministère de la Culture et de la Communication (objectif qui servira à l'évaluation de son action) : «*Développement des ressources propres des établissements publics*

*culturels de l'Etat : développer des politiques dynamiques de ressources propres (mécénat, billetterie, locations d'espaces, valorisation de la marque, services d'ingénierie etc...) pour permettre à un plus grand nombre d'établissements culturels d'augmenter leur autonomie financière » [Programme de stabilité 2014-2017, p.58](#)*

### L'ouverture des musées 7 jours sur 7...

Le gouvernement Valls encourage et écrit noir sur blanc ce qui n'a cessé de se développer sans publicité par les gouvernements précédents. Le ministère de la Culture, via ses Etablissements Publics (EP), ne doit plus dépendre du budget de l'Etat et doit donc être rentable.

De ce point de vue, l'arrivée de Fleur Pellerin au ministère de la Culture, précédemment secrétaire au Tourisme dans le ministère des Affaires Etrangères de Laurent Fabius, n'est pas un hasard : ce sont ce ministère et ce secrétariat d'Etat qui ont incité et encouragé François Hollande à annoncer à l'été 2014 **l'ouverture 7 jours sur 7 des musées du Louvre, de Versailles et d'Orsay**. Les musées ne sont vus qu'à travers le prisme de leur billetterie et de leur attractivité en vue d'augmenter le tourisme en France et les recettes qu'il induit. Les conséquences sont, elles, incalculables : dégradation des conditions de travail des personnels des musées, dégradation de la conservation des œuvres qui ne pourront plus être déplacées, entretenues, restaurées ou expertisées pendant le jour de fermeture hebdomadaire, dégradation du service public qui se traduira par des salles fermées faute de personnels ou afin d'effectuer ce travail de conservation...



## Culture



### Le mécénat, ou l'argent privé qui dicte sa loi

Le **mécénat**, encouragé par les ministres successifs, y compris par Aurélie Filippetti malgré ses déclarations tonitrueuses contre celui de la famille de Wendel, se répand partout : synonyme de défiscalisation et de valorisation de l'image de l'entreprise mécène, l'argent donné pour l'achat d'une œuvre ou la restauration d'un monument est générateur d'un bénéfice très substantiel pour les entreprises qui, depuis le ministère Lang, ont investi dans ce blanchiment une partie de leurs profits. Les multinationales particulièrement ont investi les grands musées : elles y imposent leurs choix budgétaires, y redoutent leurs activités sulfureuses (Vinci, Total, LVMH, BNP Paribas, ...) et bénéficient de la privatisation (certes temporaire encore) des salons, espaces et jardins du monument historique.

Outre les mécènes déclarés, le gouvernement Vals-Hollande, tout comme celui de Sarkozy, encourage la **location d'espaces** et la privatisation des espaces publics des musées, monuments historiques, archives pour des tournages de publicités, fictions ou pour les réceptions mondaines : la consultation du site de l'Agence du patrimoine immatériel de l'Etat est éclairant :

[http://www.economie.gouv.fr/files/files/import/feuilleteur/apie/Catalogue\\_des\\_lieux\\_publics\\_ouverts\\_aux\\_evenements\\_privés/Catalogue-lieux-publics.html](http://www.economie.gouv.fr/files/files/import/feuilleteur/apie/Catalogue_des_lieux_publics_ouverts_aux_evenements_privés/Catalogue-lieux-publics.html)

De ce point de vue, les EP du Louvre et de Versailles sont des précurseurs : mécènes, privatisation des jardins et des salons pour des mariages et des événements d'entreprises, vente de la marque « Louvre » et du savoir-faire de ses conservateurs du patrimoine aux Emirats Arabes Unis ...

Au final, aujourd'hui, les établissements publics c'est près des trois quarts des salariés de la Culture (fonctionnaires ou

contractuels). C'est donc une énorme partie du ministère qui s'est petit à petit détaché du ministère : la **privatisation des personnels de catégorie C** est à l'étude et a déjà été tentée dans plusieurs établissements (musée de Fontainebleau, équipes de nuit à la Bibliothèque Nationale de France).

### Vers le démantèlement des Archives nationales

Le reste du ministère, non encore passé sous statut d'EP comprend les services de direction, les DRAC, les monuments historiques (certes gérés par un EP, le Centre des monuments nationaux) et quelques établissements muséaux jugés pas assez rentables ou défendus bec et ongles par les personnels (Archives, Mobilier national, Musée de Pau, Musée de Cluny...) L'on comprend dès lors les attaques dont tous ces services font l'objet : les DRAC doivent être liquidées (cf article LC 92 de Julie Charmaillaux) ; les Archives nationales doivent être démantelées (cf article LC 92 de Wladimir Susanj) et transformées en EP (elles ont déjà subi deux tentatives successives de les transformer en EP, chaque fois combattues et repoussées par les personnels). Pour les différents secteurs du ministère de la Culture, les attaques prennent de multiples formes et visent toutes le même objectif : le démantèlement avec à terme la disparition ou la privatisation.

De ce point, les différentes réformes de **décentralisation**, dont les lois MAPTAM de janvier 2014 (Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles) et NOTRe en cours d'examen parlementaire (Nouvelle Organisation territoriale de la République), sous couvert de renforcement de la démocratie locale et autres fadaïses, ont toutes le même objectif : le désengagement de l'Etat par transfert des compétences aux collectivités territoriales... avant une future privatisation.

### Le désengagement de l'Etat

Pour la Culture, une vingtaine de monuments historiques, dont le très rentable Château du Haut Kœnisbourg, ont été transférés sous les gouvernements précédents. Tout comme le réseau des DRAC et des STAP aujourd'hui directe-

ment menacé par les lois MAPTAM et NOTRe, les monuments historiques, les musées non EP, les archives départementales risquent d'être l'objet de convoitise des collectivités s'ils peuvent devenir rentables, ou, pour ceux qui ne pourraient pas le devenir, d'être imposés par la Culture aux collectivités.

Ce démantèlement touche même les établissements les plus emblématiques : la future crue centennale est devenue le prétexte pour **délocaliser les réserves du musée du Louvre**. Plus forts que Sarkozy-Mitterrand qui les envoyaient à Cergy-Pontoise, Hollande-Filippetti-Pellerin les expédient à Lens. Si ce projet vivement contesté par une majorité de conservateurs du patrimoine du Louvre, était mis à exécution, c'est une mise à mort du plus grand musée du monde, réduit à son rôle touristique et commercial et vidé de toute sa partie recherche/conservation.

### Et la privatisation accélérée

La **privatisation** guette : pour l'archéologie, le privé est partout, le public réduit à la portion congrue (cf article dans ce numéro de Julie Charmaillaux) ; les fameux **PPP « partenariats public-privé »** entrent partout que ce soit dans la construction des réserves de certains musées comme le MUCEM ou pour la numérisation des ouvrages de la BNF. Dans ce démantèlement programmé, **la loi relative à la « Liberté de création, architecture et patrimoine »** aura un rôle fondamental : cette loi est annoncée par la ministre de la Culture comme devant être présentée en conseil des ministres au 1er trimestre 2015. La version Filippetti de cette loi qui se composait alors de deux lois, l'une sur le patrimoine, l'autre sur la création, présentait déjà de profonds reculs en termes de service public ; il faut donc attendre le pire de la version Pellerin.

**NON AU DEMANTELEMENT PROGRAMME DU MINISTERE DE LA CULTURE !**

**Isabelle Foucher,  
29 novembre 2014**

## Pour un plan d'urgence

# Pour en finir avec le chômage, la misère et l'exploitation

**La crise économique fait rage. Les capitalistes et les banquiers eux-mêmes ne voient pas d'issue. Le chômage explose. En chiffres réels : plus de 5 millions de chômeurs officiellement, 8,2 millions de Français vivant sous le seuil de pauvreté. A l'heure qu'il est, 85% des embauches se font en CDD, antichambre du chômage. Les salaires sont gelés ou revus à la baisse. Le spectre de la déflation rôde. Frappés de plein fouet par la crise, des dizaines de milliers de familles sont expulsées de leur logement. L'armée des SDF se renforce chaque jour. Voilà où conduit la politique menée par Sarkozy, hier, et par Hollande aujourd'hui : à la déchéance pour des millions et des millions de femmes et d'hommes.**

**C**'en est assez ! C'en est trop !

C'est pourquoi, face à cette spirale infernale des contre-réformes », de la misère et de la surexploitation des travailleurs, nous militons pour le rassemblement de la classe ouvrière, de la jeunesse et des couches sociales opprimées et spoliées autour d'un plan d'urgence basé sur leurs besoins vitaux et leurs aspirations.

## Un Plan d'urgence, oui, un vrai, un sérieux

Le Plan d'urgence ? Toute l'extrême gauche « normalisée » en parle. Mais, personne ne s'en occupe. A tel point que le NPA, pour ne citer que cette « enseigne » entend d'abord débattre à son congrès des questions sociétales, de projets fumeux de « nouvelle organisation de la société », du « féminisme », un féminisme désincarné, abstrait, hors de la lutte de la classe ouvrière dans son ensemble, travailleuses et travailleurs main dans la main contre le capitalisme. Tandis que pleuvent les licenciements, tandis que le pacte de responsabilité attaque les salaires et les fondements même de la Sécurité sociale, propriété de tous les salariés, tandis que la marche forcée à la concurrence, au démantèlement et à la privatisation des services publics s'accélère, comme en témoigne la « réforme ferroviaire »

## Un plan d'urgence digne de ce nom est un plan qui commence par les revendications vitales :

- Pas un seul licenciement, sec ou déguisé- Retrait de tous les plans dit « sociaux » - pour une loi interdisant les licenciements – pour la réquisition des entreprises qui licencient, qu'elles

fassent ou non des « bénéfiques »

- Pas touche à l'assurance chômage, pas touche aux indemnités des chômeurs, arrêt des radiations de chômeurs

- Arrêt de la flexibilité du travail sous toutes ses formes

- Pour une loi interdisant le travail précaire

- Pour l'embauche dans la Fonction publique sur des emplois statutaires de fonctionnaires en nombre suffisant dans toutes les catégories et filières

- Abrogation des réformes successives des retraites : retour aux 37,5 années de cotisations public-privé, à la retraite à 60 ans, calculée sur les 10 meilleures années dans le privé et 6 derniers mois dans le public

- Restauration de la Sécurité sociale sur ses bases fondatrices de 1945

- Retrait total du pacte de responsabilité, arrêt total de toutes les exonérations de cotisations aux entreprises, remboursement par l'Etat des exonérations non compensées à la Sécurité sociale

- **Echelle mobile des salaires et des heures de travail**, c'est-à-dire :

• réduction du temps journalier et hebdomadaire de travail sans perte de salaire permettant d'embaucher en CDI et à temps plein tous les chômeurs. Selon le Comité national des privés d'emplois CGT, la semaine de 35 heures (7h x 5 jours) « ouvrirait les bureaux d'embauches pour 2,8 millions de chômeurs » (tract « chômeurs rebelles » CGT-Villeneuve saint Georges-novembre 2014). Nous voulons « l'ouverture des bureaux d'embauches » pour tous les chômeurs. Le droit au travail est le seul droit sérieux que les ouvriers et les employés ont dans la société capitaliste. Ce droit est violé par les gouvernements successifs et par l'Union européenne. Par l'unité entre ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas, ce droit fondamental peut et doit être rétabli. Ce que nous voulons : un vrai travail, un vrai salaire pour tous ! Par la répartition nationale des heures

de travail entre les salariés, les travailleurs précaires et les chômeurs, sans perte de salaire !

• **Augmentation générale des salaires à hauteur du coût de la vie**, à chaque hausse des prix. 400 euros d'augmentation immédiate pour tous. SMIC à 1800 euros net. A travail égal, salaire égal

• **Dégel du point d'indice dans la Fonction publique**, comme exigé par la plupart des organisations syndicales

- **Pour la défense et la protection des femmes travailleuses**

• Arrêt des fermetures de maternité

• Arrêt de la pénurie de crèches : droit à une place en crèche pour toutes, salariées et chômeuses

• Du travail à temps plein, en CDI, pour toutes

• Rétablissement de l'interdiction du travail de nuit des femmes dans le commerce et l'industrie

• A travail égal, salaire égal, qualification égale, dans le public et le privé.

• Droit à l'avortement libre et remboursé par la sécurité sociale, sans entrave aucune.

- Régularisation sans condition de tous les sans-papiers et fermeture immédiate et définitive des camps de rétention qui sont des camps de détention administrative. Arrêt de toutes les expulsions

- Droit au logement pour tous

• Un toit, un bail en HLM pour toutes les familles mal-logées et sans logis

• Interdiction pure et simple des expulsions de logement, toute l'année !

• Annulation des dettes locatives pour les familles frappées par le chômage, la pauvreté, les bas salaires ou la maladie

- **Laïcité**

• Retour à la stricte application de la loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat

• Abrogation de toutes les lois anti-laïques et fonds publics exclusivement à l'école publique, sans dérogations ni exceptions d'aucune sorte.

• Abrogation de toutes les lois et décrets anti-voile, anti-foulards, anti-mu-

## Pour un plan d'urgence

sulmans !

• La classe ouvrière et ses organisations doivent mettre par tous les moyens un coup d'arrêt brutal au racisme sous toutes ses formes et à l'islamophobie impulsée du plus haut de l'appareil d'Etat avec la complaisance et la complicité d'organisations politiques, de droite comme de gauche. **Y compris de celles qui se prétendent à l'extrême-gauche, qui revendiquent des labels de féminisme mais qui excluent de leurs rangs les jeunes femmes en foulard et qui votent leur exclusion dans les établissements scolaires !** Le racisme, ce n'est pas un état d'esprit, **ce sont des lois, des décrets, des circulaires, tout un arsenal accumulé par les gouvernements successifs de droite comme de gauche** et sur lequel prospère l'extrême-droite, son idéologie étant ainsi légitimée.

Toutes ces lois, il faut les abroger et exiger la fermeture des centres de rétention administrative, sans délai.

De même, **il faut abroger toutes les lois de décentralisation accumulées depuis l'acte I de la décentralisation** constitué par les lois Mitterrand-Defferre-Le Pors de 1982-1983, lois qui consacrent le désengagement de l'Etat, la privatisation des services publics et l'instauration de « l'Europe des régions » conformément aux directives européennes qui exigent de mettre en concurrence les territoires, au plus grand profit des capitalistes dans leur guerre économique Europe-Amérique. Rupture avec l'Union Européenne, ses institutions, ses traités et ses directives Annulation de la dette publique. **Il n'y a pas de dette légitime ; toute la dette est illégitime**, les travailleurs et jeunes n'ont aucune responsabilité dans la faillite de ce système tout entier voué au capital financier et aux grands patrons !

A bas la Vème République et ses institutions antidémocratiques. Abrogation de la Constitution de 1958-1962. A bas la présidence de la République, dehors Hollande et sa clique ! pour l'Etat-Commune

**Tels sont les premiers éléments du Plan d'urgence que nous soumettons à la discussion dans les usines, les chantiers, les bureaux et les cités et à l'épreuve de la lutte de classes. Un plan qui, n'en doutons pas, sera une base de départ pour un nouveau régime, pour un gouvernement des travailleurs par les travailleurs. Par la**

**grève générale, tous ensemble, dans l'unité des travailleurs et des organisations**, pour arracher les revendications vitales et immédiates.

**La Commune**

La Commune, 29 novembre 2014

### **Agriculture, question paysanne, spéculation foncière et immobilière, Le plan d'urgence aussi**

En attisant le marché immobilier, en vendant par exemple les terres les plus riches des plaines alluvionnaires, on prive les petits agriculteurs des meilleures parcelles et on exclut toute nouvelle installation. De plus en plus de maisons sont séparées des terres agricoles. Les conséquences sont dramatiques et on les voit chaque jour: au Pays Basque, en Béarn, dans la France entière : les habitants du pays sont écartés d'office et sont contraints de s'éloigner pour espérer trouver des maisons à acheter là où la pression immobilière est moins forte. La désertification rurale est un cancer généralisé. Banques et spéculateurs de tout poil en sont les responsables.

#### **Les solutions immédiates existent pourtant :**

Il n'est pas normal que la SAFER, (Société d'aménagement et de développement de l'espace rural) qui a vocation de réguler la vente des terres agricoles soit par nature juridique, depuis sa création en 1960, une Société Anonyme, autrement dit un organisme privé même si elle est sous la tutelle des ministères de l'Agriculture et des Finances. Nous exigeons la transformation de la SAFER en Etablissement public administratif. De fait, actuellement, la SAFER, objet de toutes les pressions de tous les lobbies n'exerce que très peu son droit de préemption sur les maisons et terres agricoles. (22,9% du marché foncier actuellement), laissant libre cours à la spéculation. Nous exigeons l'exercice systématique par la SAFER du droit de préemption lorsque la situation l'exige, avec révision des prix lorsqu'ils sont manifestement trop élevés. Le tout sous le contrôle de la population.

Acquisition du foncier également par les communes, les collectivités locales, avec mise à disposition aux candidats à l'installation « Hors Cadre Familial ».

Application de la loi de 1945, loi de réquisition des logements vides et attribution aux collectivités d'user de ce droit réservé actuellement aux seuls préfets.

Taxation des résidences secondaires : cet apport financier permettrait l'aide à la rénovation des logements et maisons anciens pour en faire des logements sociaux, En effet combien de maisons dans tout le pays tombent ainsi à l'abandon alors que par une simple rénovation elles pourraient être attribuées à des jeunes et à des familles entières? Est-il normal qu'à St Jean de Luz, sur toute la Côte basque, landaise, atlantique ou sur le littoral méditerranéen, plus d'une maison sur deux soit une résidence secondaire ? Et que nombre d'entre elles soient construites dans des zones inondables avec la signature et bénédiction de certains élus locaux qui se lavent les mains des conséquences dramatiques de leurs actes guidés par la seule cupidité ?

Aides publiques à l'installation de nouveaux agriculteurs (soit par transmission familiale ou « Hors cadre familial ») par les moyens suivants:

- Recensement des exploitations et reprise des terres qui se libèrent,-
- Recensement des candidats à l'installation,-
- Accompagnement individuel de ceux qui acceptent de céder leur exploitation,
- achat par la SAFER ou les communes des fermes sans suite pour les louer aux candidats à l'installation par le biais d'un bail de carrière

# L'archéologie préventive menacée

**L'archéologie préventive a été privatisée par la loi du 1er août 2003. A l'époque, cette réforme est contestée et combattue par l'ensemble de la profession. 10 ans après, les dégâts engendrés par cette archéologie du profit sont catastrophiques, tant du point de vue des connaissances archéologiques que des conditions de travail pour les archéologues.**

## Qu'est-ce que l'archéologie préventive ?

Il convient tout d'abord, d'expliquer de quoi il est question ; l'archéologie préventive est, en gros, l'archéologie des travaux : les travaux d'aménagements (permis de construire, d'aménager, grands travaux, etc.) détruisent le sous-sol et les vestiges qu'il contient. Il s'agit donc, de les relever, de les étudier, de les documenter, et si possible de les comprendre, avant de livrer le terrain aux promoteurs, aux carriers, aux nouvelles constructions, etc.,

La première loi sur l'archéologie est une loi du régime vichyste : la loi de 1941, dite « Carcopino », du nom d'un des ministres pétainistes les plus zélés. (voir à ce sujet l'ouvrage de Laurent Olivier, Nos ancêtres les Germains, les archéologues au service du nazisme, 2012, dans lequel il dénonce la dimension française de la nazification archéologique).

Il faut ensuite attendre 2001 pour que l'activité « préventive » soit réglementée.

Cette loi instaure pour la première fois une redevance pour financer les diagnostics et les fouilles d'archéologie préventive et prévoit la création d'un établissement public administratif de recherche (L'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives) à qui la loi confie le monopole des

fouilles et diagnostics. Les agents deviennent contractuels de droit public. Et surtout, elle réaffirme le principe suivant : « l'archéologie préventive constitue un service public national à caractère scientifique dont l'Etat est le garant. »

## L'offensive des promoteurs et leurs lobbyistes

Cependant, à peine promulguée, cette loi (déjà accouchée dans la douleur) subit les attaques des aménageurs lobbyistes relayés par leur valets élus à l'Assemblée.

Ils n'auront de cesse de la défaire (assouplissement des procédures de mise en œuvre des opérations archéologiques et simplification du calcul de la redevance voire sa réduction, alors même que le rendement de la redevance ne suffit pas aux besoins de financement de l'établissement).

Finalement, ils y parviennent et la loi de 2001 est modifiée en profondeur par celle du 1er août 2003, sous le gouvernement Raffarin. Jean-jacques Aillagon, est alors ministre de la Culture (rappelons nous : il attaque si durement le régime des intermittents, que ceux-ci ripostent en bloquant tous les festivals de l'été 2003...le même décentralise l'Inventaire Général, transfère les monuments d'État aux Collectivités, renforce la politique « d'autonomie » des musées, promulgue une loi sur le mécénat (90 % des sommes investies sont défiscalisées...), et c'est toujours le même qui appelle à voter Hollande en 2012...)

Cette loi transforme le système de financement en créant une taxe (la Redevance d'Archéologie Préventive) exigible pour tous les aménagements supérieurs à 3 000 m<sup>2</sup>. La Rap alimente le Fonds national d'archéologie préventive (Fnap) qui est créé afin de subven-

tionner les aménageurs dont « le projet pourrait être compromis par le coût des fouilles ». La boucle est bouclée. Et surtout, la loi revient sur le principe du service public de l'archéologie en ouvrant à la concurrence le secteur des fouilles : les boîtes privées vont alors se multiplier, avec le soutien des pouvoirs publics et désormais l'aménageur (qui paye le prix de la fouille) devenu maître d'ouvrage, pourra choisir qui il veut parmi les offres concurrentes.

## la lutte des archéologues

Évidemment, quelques gardes-fous sont arrachés par la lutte des archéologues, de l'INRAP et des SRA : l'État restera au cœur du dispositif via les services régionaux de l'Archéologie qui prescrivent les fouilles et les diagnostics, en définissent les objectifs scientifiques, désignent le responsable scientifique et contrôlent le bon déroulement des recherches. Les diagnostics resteront une prérogative publique et seront réalisés soit par l'INRAP, soit par un service agréé d'une collectivité locale. (Car la loi renforce également le poids et le rôle des services de collectivités territoriales, pour affaiblir l'INRAP.) Et les opérateurs privés recevront un agrément soumis à un contrôle de l'État (des fois que Vinci, Eiffage ou Bouygues décident de créer leur propre boîte d'archéologie...)

L'archéologie, est donc devenue, depuis 2003 un secteur concurrentiel comme un autre, basé sur la recherche du profit et dégageant de la plus-value.

## L'offensive du privé depuis la loi de 2003

L'analyse et la critique des conséquences de cette loi ne manquent pas, cependant le travail le plus complet à ce jour reste celui de la CGT-Culture (le dossier est consultable ici : [http://www.cgt-culture.fr/IMG/pdf/CGT\\_](http://www.cgt-culture.fr/IMG/pdf/CGT_)



J.J. Aillagon

## Dossier Patrimoine

Secteur\_privé\_archeologie\_preventive.pdf).

Que nous apprend t-il ?

- Le développement rapide du secteur privé n'a été possible que par un « partage du territoire » entre les principaux opérateurs, un accès aux financements publics via le FNAP.

- Les dérives engendrées par l'introduction de la concurrence commerciale (dumping sur les moyens d'intervention et d'étude, rupture de la chaîne scientifique, précarisation, etc.), que d'autres pays européens ont connue avant la France, ne font que commencer ...

- L'archéologie préventive est devenue une activité très lucrative, avec des entreprises privées qui dégagent des bénéfices considérables et rémunèrent grassement une poignée d'actionnaires qui développent des stratégies patrimoniales sophistiquées.

- Le contrôle de l'attribution des agréments par l'État est défaillant. L'absence de contrôle exercé par les pouvoirs publics sur ces entreprises privées fait peser des risques importants quant à la pérennité des emplois et entraîne un développement de la précarité pour l'ensemble de la profession.

### La recherche effrénée du profit à tout prix

Rien de nouveau sous le soleil, c'est la base du système capitaliste : la recherche de profit préside sur tout autre considération, pour réaliser de la plus-value et remporter les marchés (car quelles boîtes choisit l'aménageur ? La plus « scientifique » ou la moins chère ?) ces entreprises baissent la part variable du capital (cela concerne les salaires, mais aussi les équipements de protection individuel, les bases de vie sur le chantier, etc.). Ce qui engendre une forte dégradation des conditions de travail, et même le recours à la sous-traitance : sur un chantier dans l'Eure, en 2012, la société AFT a employé des salariés espagnols pendant trois mois sans qu'ils puissent rentrer chez eux et sans les informer du montant de leurs salaires.

On se doute bien que l'aspect scientifique du travail, chronophage et dispendieux, est lui aussi fortement raboté. L'archéologie est une discipline ambivalente, car elle détruit l'objet de son étude au fur et à mesure qu'elle le met au jour. Une fois le site fouillé, les rela-

tions stratigraphiques sont détruites et on ne peut y revenir ultérieurement. On mesure donc l'importance de la phase terrain mais la phase « post-fouille » l'est tout autant car les études (des céramiques, des ossements animaux, des graines conservées, des petits objets, etc.) viennent éclairer ce qui a été perçu sur le terrain. Et les données primaires (les vestiges matériels) appartiennent à l'ensemble de la communauté scientifique, qui pourra y revenir, plus tard, ou dans un cadre plus collectif, pour une synthèse par exemple.

### Des sites détruits et perdus pour la science

Le scandale le plus connu, illustrant les destructions irrémédiables que ce système engendre est celui d'Oxford Archéologie Méditerranée (boîte anglaise choisie par le Conseil général des Bouches du Rhône...), qui laisse derrière elle un site antique exceptionnel à moitié fouillé... le reste est détruit, perdu pour la science.

Toutes ces activités, le terrain, les études et analyses, la recherche sont donc revus à la baisse, et, pour réussir à obtenir des marchés, les autres boîtes concurrentes s'alignent...

Tant et si bien que certaines ne tiennent pas le choc : cet été la société Archéoloire a été mise en liquidation judiciaire, laissant 28 salariés sur le carreau et un chantier archéologique en Seine-Saint-Denis à l'arrêt. De son côté, l'actionnaire de l'entreprise, la holding « Guérande Invest », s'en tire bien : elle a investi 50 000 euros dans « l'affaire » et s'est royalement octroyée, entre juin 2011 et mars 2013, 462 000 euros de dividendes. C'est, à peu de chose près, le montant du déficit de l'entreprise au 30 septembre 2013 (461 297 euros). On peut encore citer le cas de France-Archéologie, autre entreprise privée, qui ne termine pas ses opérations pour cause de faillite...

### « trois os de poulets mérovingiens »

Pas la peine d'être devin pour savoir comment l'histoire se termine : les petites sociétés seront mangées par les plus grosses, l'opérateur public qu'est l'INRAP ne pourra plus faire face très

longtemps (sa marge de profit n'est pas assez importante...notamment car les forces productives sont fortement syndiquées et combatives), l'État n'est pas en mesure de contrôler et encore moins de contrer le dumping scientifique des opérateurs privés et surtout ne le souhaite pas, bien au contraire...

L'archéologie rapporte à quelques capitalistes, assurément. Mais pour tous ces gens, ministre en tête, le mieux serait de réduire davantage la part « recherche » de l'activité. La ministre l'a demandé à ses services, les Préfets de région et les directeurs des services déconcentrés l'ont bien relayé : il faut prescrire moins de fouilles (ça retarde les chantiers et ça coûte cher et après tout, pour trouver « trois os de poulets mérovingiens et laisser des trous », pour citer l'ancien ministre de la culture Mitterrand, ça ne vaut peut être pas le coup...). Pour fouiller moins, il faut aussi prescrire moins de diagnostics : « les techniques alternatives de sondage, en particulier par auscultation non-destructrice, seront développées afin de rendre les diagnostics plus rapides ». Sous couvert de « simplification administrative (c'est une des mesures du package sur les 50 mesures de « simplification ») on ouvre un nouveau marché

juteux pour les boîtes de géophysique. Peu importe si ces méthodes ne fonctionnent pas pour caractériser un site archéologique, ni identifier les structures complexes et stratifiées, ce n'est pas le but...

Les dégâts engendrés par la privatisation de la recherche archéologie sont aujourd'hui consi-

dérables et le système est sur le point d'implorer. Sans surprise, Filippetti, l'ex ministre de la Culture, n'a pas eu le courage d'aller au bout de ses engagements en re-nationalisant l'archéologie et en redonnant le monopole des fouilles à l'INRAP. L'archéologie est une ressource « finie », on ne peut continuer à laisser ces profiteurs saccager ce bien commun, ce patrimoine commun de l'Humanité. La lutte continue...



Aurélie Filippetti

Julie Charmaillaux  
26 novembre 2014

## Etat espagnol

# Une monarchie en crise majeure

**Un climat délétère de fin de règne parcourt l'État espagnol depuis l'abdication subite mais non moins attendue de longue date de Juan Carlos I et l'intronisation de son héritier Felipe VI. Tout a lieu en pleine débandade des partis liés au régime, Partido Popular ( PP, droite) et PSOE ( Parti socialiste ouvrier espagnol) soulignée par leurs résultats catastrophiques aux élections. La crise politique et sociale précipite ainsi le mouvement des forces centrifuges, en Catalogne notamment. Tour d'horizon**

### trois millions d'enfants pauvres

Elle s'érige, dès lors, en politique du gouvernement Mariano Rajoy, le premier ministre PP. PIB en hausse, chômage en baisse? La réalité est bien loin



Mariano Rajoy

de ce panorama idyllique. Les mesures d'austérité décrétées par M. Rajoy ont généré la misère pour des millions de travailleurs qui ont vu leurs salaires gelés ou amputés gravement, leurs droits à la santé et à l'instruction bafoués suite au démantèlement de services hospitaliers entiers, aux licenciements et à la précarisations des personnels de santé et enseignants. Les 34 % de travailleurs pauvres percevant le salaire minimum (645 euros) ou les plus de trois millions d'enfants sous le seuil de pauvreté suffisent pour en témoigner. Le bilan de trois ans de gouvernement PP c'est un demi-million de chômeurs à ajouter aux plus de deux millions de celui du PSOE qui lui avait déjà dégagé la voie avec sa réforme scélérate des retraites et la flexibilité du Code du travail. M. Rajoy s'en est servi pour le plus grand profit du Capital avec la réforme du travail, des exemptions et cadeaux fiscaux divers pour les capitalistes, ou des arnaques contre les travailleurs indépendants déboutés du

droit à l'assurance chômage bien qu'ayant cotisé (cela toucherait environ un demi million de travailleurs indépendants, fuyant le chômage chronique -dans un pays où 25% est sans travail-, à qui la loi Zapatero-Caldera, faite sur mesure pour les besoins du capital, ouvrirait un accès tout théorique). Face à une exploitation brutale le silence des directions syndicales est fracassant.

### La Cour des Miracles

La défaite électorale calamiteuse des partis vassaux ayant comme corollaire la démission du secrétaire général du PSOE, Alfredo Pérez Rubalcaba, a précipité l'abdication de Juan

Carlos I et l'intronisation de Felipe VI, mettant en relief la faiblesse de la monarchie acculée par la corruption et gangrenée jusque dans sa propre famille (la fille et le gendre sont impliqués dans des affaires de fraudes fiscales et détournement de fonds). Corruption répandue dans toute la société par la véritable Cour des Miracles qui l'entoure. On y retrouve, en effet, des centaines de noms, outre des ministres de M. Rajoy comme Rodriguez Rato (ex-président du FMI), le chef de la Casa Real -la liste royale-, Rafael Spottorno ou des dirigeants syndicaux tels que l'ancien patron de SOMA-UGT (la très célèbre fédération des mi-

neurs asturiens), José Ángel Fernández Villa. Tout ce beau monde défilant quotidiennement à travers les médias sous les yeux médusés des spectateurs, met à nu la collusion de la bureaucratie syndicale et politique avec le pouvoir monarchique protecteur.

### Rébellion catalane

Remarquons tout d'abord que c'est bien par une politique d'austérité appliquée en Catalogne par le gouvernement catalan d'Arturo Mas aussi durement qu'ailleurs et en dépit de la corruption qui ne l'épargne guère qu'il s'est lancé sous la pression des masses dans la bataille contre le gouvernement de Madrid, mais jusqu'à quand?

C'est cette crise économique, politique et sociale qui s'est traduite, comme elle l'a toujours fait dans cet État espagnol, prison de peuples, par la montée sur le devant de la scène des questions nationales non résolues historiquement. En Catalogne, confrontée à cette crise d'une manière plus aiguë encore, cette question s'est aggravée en raison du rapport des forces d'abord (une classe ouvrière mieux organisée et nombreuse, riche d'une tradition révolutionnaire acquise surtout au cours de la révolution ouvrière de 1936) et de la fin de non recevoir, ensuite, du gouverne-



Felipe VI et Juan Carlos I

ment central à la demande de la Generalitat catalane d'autorisation pour la célébration d'un référendum sur l'autodétermination et à la réalisation effective d'un succédané, une consultation sans valeur juridique, passant ainsi outre l'interdiction du Tribunal constitutionnel. Cette opposition à la volonté populaire de la part d'un pouvoir en crise latente a d'autant plus exacerbé le sentiment de haine envers l'État espagnol historiquement existant en Catalogne et a abouti à une mobilisation extraordinaire pour le droit à l'autodétermination et à l'indépendance: sur une participation de 2 300 000 habitants, 1 800 000 (80%) se sont prononcés en faveur de l'indépendance.

## déchirements au sein du PSOE

M. Rajoy a répondu en saisissant le Tribunal constitutionnel qui lui a donné raison de nouveau malgré l'opposition des procureurs du Tribunal supérieur de justice catalan qui considéraient insuffisantes les bases juridiques de l'accusation qui pointait quatre délits: désobéissance, prévarication, usurpation de fonction et malversation, contre le président de la Generalitat, M. Mas, le vice-président et la conseillère d'éducation. Ces poursuites contre les dirigeants catalans ont mobilisé les partis constituant l'Assemblée Nationale Catalane qui se sont solidarisés avec leur gouvernement, portant ainsi la crise au sein même du Parti Socialiste Catalan-PSOE déjà touché par la démission de plusieurs de ses dirigeants favorables à l'exercice du droit à l'autodétermination ou à la séparation qui ont initié un processus de fusion des divers courants partisans du droit de décider existant dans le PSC.

À partir de maintenant la crise du PSOE de Pedro Sanchez qui vient de déclarer ne pas vouloir entendre parler de rupture et qu'il n'a qu'une ambition, celle de renouveler le pacte de 1978 (pacte de la Moncloa avec les franquistes) ne pourra donc que se creuser. Cette crise mènera tout droit à la rupture avec sa principale composante politique, le PSC, en pleine dislocation, l'ex-président de la Generalitat, José Montilla, tout comme le secrétaire général s'étant, eux aussi, solidarisés avec leur gouvernement.

## Et débandade de la

## monarchie

Un vrai désastre tellurique pour la monarchie héritière du franquisme, fraîchement émoulue, de Felipe VI, souligné par le Chef d'État Major de l'Armée de Terre, Jaime Domínguez Buj, avertissant que "les forces centrifuges se produisent quand le pouvoir central est faible", insistant sans ambages, "quand la métropole est faible, la chute n'est pas loin" (sic). L'intervention du ministre de la Défense, essayant d'enlever le mordant du message et d'atté-

nuer sa portée politique alarmante, en l'interprétant comme une référence à d'autres situations historiques -guerre de l'indépendance contre Napoléon en l'occurrence-, n'enlève rien à sa pertinence dans la situation actuelle de crise finale de l'État espagnol, où, ne nous y trompons pas, la classe ouvrière est seule à même de garantir le droit à l'autodétermination des peuples.

**Domingo Blaya, Vitoria, le 27 novembre 2014**

## Catalogne : pour l'indépendance

Les indépendantistes catalans ont organisé le 9 novembre dernier un référendum avec pour question : « voulez-vous que la Catalogne soit un état ? Oui ou Non, si Oui : voulez-vous que ce soit un Etat indépendant ? »

Ce référendum où deux millions trois cent mille personnes ont voté à 80.76% pour l'indépendance n'a pas de valeur juridique pour Madrid qui le juge inconstitutionnel.

Il reste qu'il exprime au plus haut point la volonté populaire d'aspiration à l'indépendance. Ce n'est cependant pas l'objectif de la bourgeoisie catalane.

En effet, le rôle joué par la bourgeoisie catalane et son parti, CiU (Convergence et Union, caractérisé comme centre-droit) est un jeu permanent de valse-hésitation, ou plutôt de tango avec Madrid. Cette bourgeoisie catalane n'a aucune intention de rompre avec sa cousine de classe de Madrid. Elle essaie de négocier les mêmes avantages que la bourgeoisie basque qui bénéficie de largesses fiscales importantes notamment au niveau des impôts. En effet le gouvernement basque (dirigé par le Parti nationaliste basque, PNV, parti bourgeois démocrate-chrétien) a le droit de lever l'impôt et de décider du montant qu'il restituera à Madrid. C'est un des avantages qui rend jaloux les bourgeois catalans qui aimeraient bien avoir ce même droit et qui les pousse à négocier avec Madrid en leur faisant du chantage : soit nous, bourgeoisie catalane obtenons les mêmes avantages que les basques et nous n'inciterons pas à l'autonomie, voire l'indépendance, soit vous refusez et nous nous servirons de cette formidable aspiration à l'indépendance pour mobiliser contre vous.

Cette bourgeoisie qui joue un double jeu est en réalité pusillanime et lâche car en définitive, elle a d'abord et avant tout peur des masses qui elles, voient dans leur mouvement à l'indépendance le moyen de lutter pour leurs revendications sociales d'émancipation. Si la bourgeoisie catalane voulait réellement l'indépendance, elle décréterait, au lendemain de ce référendum sans ambiguïté la séparation unilatérale de la Catalogne. Au lieu de cela, elle se plie aux institutions de la Monarchie qui considère cette consultation illégale et contraire à la Constitution qui déclare « l'Espagne est une et indivisible » La peur des masses est bien plus forte que l'aspiration à une quelconque indépendance. Ainsi en est-il de toutes ces questions nationales non résolues à ce jour et auxquelles seule la classe ouvrière dans son mouvement apportera réponse. Il est fort à parier qu'Artur Mas, Président de la Généralitat et de la fédération du parti catalan bourgeois de droite CiU aura tôt ou tard à payer le prix de sa lâcheté.

Frères catalans, continuez la lutte, ne laissez plus la bourgeoisie dicter votre conduite, nous vous soutenons dans votre désir d'indépendance ! Pour une Union des Républiques libres de la péninsule ibérique !

**Céline Darrort, novembre 2014**

## Argentine : A la veille du 9eme Congrès du MST

# Une nouvelle gauche

**Le gouvernement national et tout l'arc de l'opposition traditionnelle occupent la droite politique. Loin de son double discours pseudo-progressiste, le « Kirchnerisme » légifère en faveur des grands trusts. L'opposition qui n'arrive pas à offrir une seule solution de rechange propose la recette bien connue : plus de dettes avec le capital financier, plus d'avantages pour le pillage et la dépréciation, la dévaluation et la pression fiscale. Face à cette situation, le « MST (Mouvement Socialiste des Travailleurs) – Nouvelle Gauche » fait connaître son programme incarné dans sa candidature pour l'élection présidentielle de 2015.**

Le défi, du point de vue des intérêts de la grande majorité du peuple est de construire une proposition de changement de fond qui soit une voix indépendante dans la campagne électorale de 2015. Face à la droite gouvernementale et à celle d'opposition, face à tant d'accord stratégique sur quel type de pays, l'objectif de la gauche est de donner force à un nouveau projet qui s'ancre dans la lutte contre les privilèges de la politique capitaliste ; qui propose une véritable démocratie afin que le peuple décide de tout ; qui se dresse indépendant de tous les trusts et qui développe une nouvelle perspective éco socialiste et anti patriarcale. Pour cela il est clair qu'il faut une gauche audacieuse, à vocation majoritaire, dans un grand rassemblement politique intégrant les différentes variantes de gauche, pour conquérir le pouvoir en Argentine.

### Quelles réponses pour 2015 ?

Alejandro Bodart, pré-candidat à la présidence et Vilma Ripoll à la vice-présidence sont les porte-paroles d'une proposition antagonique à toutes les combinaisons capitalistes, à gauche ils présentent une alternative qui se matérialise dans les axes qui ordonnent leur projet :

**En finir avec les privilèges de la politique traditionnelle.** Les fonctionnaires politiques qui décident du bien public – qui est de tous – doivent vivre comme tous. Pour cela, nous proposons qu'ils gagnent comme une directrice d'école et que par la loi ils doivent utiliser les hôpitaux publics et leurs enfants l'école publique.

**Pour une véritable démocratie pour que les gens décident de tout.** Le système politique actuel est fait pour que les capitalistes « soient à l'abri » de

toute ingérence sociale, pour garantir leur impunité et puissent faire des affaires entre les trusts et les différentes factions gouvernementales. La nouvelle gauche se distingue en mettant en avant la révocabilité de toutes les charges électives et politiques : Juges et commissaires seront élus par vote populaire. Pour un autre modèle syndical dans lequel tout dirigeant ouvrier retourne à son lieu de travail après deux mandats, qu'il gagne ce que gagne un travailleur, qu'il paye sa cotisation dans l'usine ou l'entreprise et que tout soit décidé par la base. De la même façon que s'institutionnalisent des mécanismes de consultation populaire pour les grandes décisions stratégiques concernant le pays.

**Indépendance par rapport à tous les trusts capitalistes.** A l'actuelle étape de l'accumulation, le capitalisme domine tous les ressorts de la vie économique de notre pays à travers de méga-trusts qui s'enrichissent, pillent, mettent à sac et polluent, dans une logique néo-coloniale, notre patrimoine. Tous les partis traditionnels, et tout le régime politique, gèrent ces intérêts à partir du gouvernement, et s'enrichissent comme « gérants » de ces mêmes intérêts. C'est pourquoi il est fondamental de bâtir un projet de gauche indépendant de ces intérêts, pour qu'elle puisse agir en toute liberté et engager à fond la bataille pour l'émancipation de notre pays de ce « détournement » transnational qui asphyxie le développement et le progrès pour la majorité de la population.

**Pillage, mise à sac et pollution, ce n'est pas le progrès.** La dynamique du capitalisme en décadence transforme en marchandise tout ce qui est vivant, met à sac et pollue tout. Il est néces-



A. Bodart et V. Ripoll

saire et possible de mettre en place un modèle économique qui gère de manière rationnelle et démocratique les rapports avec la nature. Une Argentine sans méga-mine, sans gaz de schiste, sans surexploitation agricole et bétonnage urbain, est possible.

**L'agenda anti patriarcal est prioritaire.** Un nouveau projet de gauche doit organiser comme politique publique le combat contre toutes les violences du capitalisme patriarcal faites aux femmes : la prostitution, la pénalisation de l'avortement... Dépenaliser immédiatement l'avortement et séparer de l'Etat sont des tâches indispensables du projet de gauche, ainsi que la mise en place de réelles garanties pour le droit à la diversité sexuelle.

**Une gauche qui aspire au pouvoir.** Malgré le refus obstiné et conservateur du FIT et le silence des autres formations de gauche face à notre proposition d'unité politique, tout en continuant de construire le MST-Nouvelle gauche, nous proposons à toutes ces organisations : d'être une réelle alternative de gouvernement si nous nous rassemblons sur la base d'un accord qui combine l'unité programmatique et la diversité démocratique d'identités et de nuances.

**AVEC LES CANDIDATURES BODART-RIPOLL,** dans toutes les provinces du nord au sud, dans toute l'agglomération de Buenos Aires et dans chaque quartier de chaque commune de l'agglomération, nous engrangeons les forces militantes pour une nouvelle gauche en Argentine en 2015.

**Mariano Rosa (Alternativa Socialista, 26 novembre 2014)  
Traduction Paul DUMAS**



## Mexique

# Crime d'Etat

**Le crime barbare perpétré par l'Etat Mexicain contre des jeunes de l'Ecole normale d'Ayotzinapa à Iguala Guerrero, le 26 septembre 2014 (43 disparus et 6 exécutions extrajudiciaires) a horrifié la société mexicaine et provoqué l'indignation de millions de personnes dans le monde. Cet acte effroyable n'est cependant pas un fait isolé. Il obéit à une politique de répression criminelle qui sévit depuis des décennies.**

Ainsi, le 2 octobre 1968, à la veille des jeux olympiques, les forces armées et de sécurité ont massacré plus d'un millier d'étudiants rassemblés sur la place des Trois Cultures à Tlatelolco à Mexico. Les étudiants se mobilisaient alors pour la démocratie et la justice sociale contre l'Etat mexicain. Le 10 Juin 1971 le groupe paramilitaire les Halcones, formé et employé par l'Etat, a tiré sur des étudiants qui manifestaient pacifiquement dans les rues de Mexico. Plus de 120 étudiants ont été tués ainsi qu'un enfant de 14 ans. La sale guerre des années 70 et 80, avec ses prisons surpeuplées et ses charniers, se perpétue de nos jours. L'armée mexicaine a organisé « les vols macabres de la mort : pour faire « disparaître » les opposants et les militants révolutionnaires, les bourreaux les jetaient à la mer, par avion.

### 150 000 exécutions depuis 2006

Depuis 2006, plus de 150 000 personnes ont été exécutées froidement et 27 000 ont disparu dont une grande majorité de jeunes des couches les plus pauvres.

Le terrorisme d'Etat s'accélère. La politique anti ouvrière de destruction sociale s'intensifie. Les grands médias nationaux et internationaux font silence sur ces crimes et continuent à présenter le Mexique comme une « démocratie ». La plupart des femmes assassinées sont en général issues du peuple. Les générations nées dans ces décennies de sauvagerie pro-impérialiste ont assisté à la liquidation d'un pan entier des conquêtes sociales ouvrières. Comme en témoignent l'interdiction à leur accès à l'éducation, à la santé, à l'emploi, à la formation et l'insertion professionnelle, à la culture, tant en ville et qu'à la campagne. Ce sont encore majoritairement les jeunes qui subissent le joug de la surexploitation, au prix de conditions

de vie toujours plus précaires, du chômage et du sous-emploi.

### Le talon de fer de l'impérialisme

Les jeunes mexicains subissent donc de plein fouet les effets de la politique dictée au niveau international et continental par la Banque mondiale, le FMI et l'impérialisme US. Une grande majorité d'entre eux sont conscients qu'ils font partie des plus opprimés, dans ce pays spolié par le capitalisme mondial. La nouvelle génération est née sous le signe du « libre échange » le plus débridé. Toute possibilité d'avenir lui est refusée.

Les responsables de la déchéance de la jeunesse sont les gouvernements successifs, dès Gustavo Diaz Ordaz jusqu'à l'actuel président Enrique Peña Nieto en passant par Carlos Salinas de Gortari qui a signé, le 17 décembre 1992, et mis en vigueur le 1er janvier 1994, l'Accord de libre-échange nord-américain. Sans oublier, la domination de plus en plus directe du gouvernement d'Obama et l'intervention de ses agences de sécurité et de renseignement militaire dans la vie politique et économique du Mexique. Ajoutons-y les entreprises transnationales qui pillent et ravagent le pays, les organismes internationaux : la Banque mondiale, l'OMC (Organisation mondiale du commerce), le FMI (Fonds monétaire International), l'OEA (Organisation des Etats Américains) et l'ONU qui sont complices des crimes qu'ils dénoncent.

### Déclaration de guerre contre le peuple mexicain

Cette politique est une véritable déclaration de guerre contre le peuple mexicain. Dans ce contexte s'inscrit le cas des 22 personnes tués par l'Armée



Manifestation des familles de disparus

mexicaine dans le village de San Pedro Limón, à Tlatlaya, Etat du Mexique, le 30 juin dernier. Elles ont été exécutés contre un mur à bout portant. Bravant l'état de terreur que vit le Mexique, de puissantes manifestations se sont déroulées dans tout le pays. Le 20 novembre, jour anniversaire de la Révolution mexicaine, la capitale a accueilli des milliers de manifestants, convergeant aux cris de « Ils les ont emmenés vivants, nous les voulons vivants » Aujourd'hui, comme le constate Alfredo Osuma (nom indien de Sonora) « ce gouvernement est le point le plus élevé de la criminalité organisée ».

La crise politique qui secoue le Mexique après la disparition des 43 étudiants, produit déjà ses premiers effets. Le fondateur et dirigeant historique du principal parti de « gauche » du pays (qu'il avait créée à la fin des années 80), Cuauhtémoc Cárdenas Solorzano, a annoncé mardi 25 novembre au soir sa démission du Parti de la révolution démocratique (PRD), accusant la majorité actuelle de ce parti d'être responsable de la désignation de José Luis Abarca comme candidat à la mairie d'Iguala où ont été enlevés les étudiants, alors que ses liens et ceux de son épouse avec le crime organisé étaient de notoriété publique.

Nous exigeons le châtement des coupables du massacre des étudiants d'Ayotzinapa, où qu'ils se trouvent, quels qu'ils soient !

Ada Degert, 29 novembre 2014

## Palestine

# Jerusalem-Est, au pays de l'apartheid

**Avant 1967, Jérusalem était divisée entre l'Ouest, sous contrôle israélien, et l'Est, sous contrôle Jordanien. Après la guerre de 1967, Israël a annexé toute la ville et s'est maintenu en tant que force d'occupation dans Jérusalem-Est. Aujourd'hui 38 % de la population de Jérusalem est d'origine palestinienne, toutefois l'État sioniste considère qu'il faut constituer une hégémonie juive sur la ville.**

Les Palestiniens vivant en Israël ne sont pas considérés comme des citoyens israéliens. Pour ce faire, une carte de résident leur est attribuée, carte qui doit être renouvelée régulièrement au bon plaisir de l'occupant. En général le renouvellement est attribué contre un nombre important de documents officiels que nombre de palestiniens ne peuvent se procurer auprès des services israéliens.

### Etranger dans son propre pays

La loi sur la citoyenneté et l'entrée sur le territoire d'Israël interdit aux Palestiniens la possibilité au regroupement familial. Depuis 2005 (deux ans après le vote de la loi) plus de 125000 demandes de regroupement familial ont été refusés.

Pour ce qui est des enfants Palestiniens de Jérusalem-Est, il leur est attribuée une carte valable deux ans. Même politique de la part de l'État sioniste, ce qui fait que 1000 enfants vivent sans autorisation de séjour. Dix mille enfants qui n'ont ni accès à l'éducation et aux services de santé.

### Occupation et démolitions.

L'occupation est représentée par l'omniprésence de gardes paramilitaires puissamment armés dans les quartiers arabes, par les démolitions sélectives de maisons ou immeubles appartenant à des Arabes accusés de violer le code de la construction, par l'utilisation de fouilles archéologiques à des motifs politiques afin de s'emparer des sites stratégiques. Vingt et un mille maisons détruites sur l'ensemble des terres oc-



cupées par les Arabes. Quand les méthodes bureaucratiques restent vaines, la force prend le relais. Les groupes d'activistes religieux organisent des descentes dans les quartiers arabes de Jérusalem-Est, allant jusqu'au tabassage de civils Palestiniens ou, comme le 30 septembre 2014, des colons juifs investissent 7 maisons et en chassent les familles. Colons juifs encadrés par la police sioniste. Le 27 octobre, Netanayou autorise la construction de 1000 nouveaux logements, sachant que résident déjà 350000 colons et qu'il est interdit aux Palestiniens d'y vivre, alors que ces terres leur appartenaient.

Le ministre de l'économie, Naftall Ben-net (chef du parti Habayit Hayehudi) n'a-t-il pas dit : « il devrait y avoir une tolérance zéro à une identité nationale non juive, et qu'Israël devrait empêcher que Jérusalem ne devienne jamais la capitale d'un futur État palestinien. »

### Dernière provocation

Plusieurs tentatives de s'emparer du troisième lieu saint de l'islam, l'Haram al-Sharif, par des groupes extrémistes dont celui du rabbin Yehuda Glick, ont contribué à l'accélération des combats de rue violents entre jeunes palestiniens et armée sioniste. Ces provocations orchestrées, n'ont pour but que de justifier la répression, les expulsions et le développement des colonies.

### Intensifier le combat de BDS

Face à l'indifférence marquée par les pays occidentaux et leur presse aux ordres, il est de notre devoir de tout mettre en place pour informer la population et de mener campagne contre l'État sioniste. La campagne internationale organisée par BDS commence à porter ses fruits, Véolia vient de perdre un contrat de 750 millions d'euros avec la ville de Koweït City, pour ses violations du droit international dans les territoires occupés. Nous devons élargir la



Yehuda Glick

campagne de boycott des produits israéliens en multipliant les comités BDS sur l'ensemble du territoire national.

**Francis Charpentier,  
29 novembre 2014**

## Palestine

# Vers une troisième Intifada ?

**La domination sioniste sur les territoires occupés et sur Gaza a pris un tournant encore plus dramatique que lors des mois précédant la guerre de juillet-août dernier. La presse internationale s'accorde à reconnaître le fort « risque » d'une troisième intifada après celles initiées en 1987 et 2000. A cela plusieurs facteurs : l'extrême droite israélienne et Netanyahu en est une des composantes, qui renforce l'extension des colonies ; en particulier à Jérusalem Est, et multiplie les provocations pour empêcher sporadiquement l'accès des Palestiniens à l'esplanade des Mosquées, troisième lieu saint de l'Islam.**

Il y a une campagne hystérique des activistes ouvertement raciste, à l'origine de l'exécution d'un jeune palestinien de 16 ans, contraint avant de mourir de boire de l'alcool à brûler, et d'être transformé en torche vivante, son corps ayant été brûlé à 90%. La colère des palestiniens exprimée lors des obsèques a été le signal d'une relance des affrontements en Cisjordanie, également largement alimentée par les massacres à Gaza (1250 habitants tués entre le 8 juillet et le 27 août).

### La chasse aux arabes

La chasse aux arabes s'est maintenant étendue au territoire israélien lui-même, un policier abattant un jeune arabe d'Israël en Galilée, dans le nord de l'Etat. De plus, le gouvernement sioniste veut reformuler certains articles de la Constitution, en introduisant explicitement des phrases telles que « Israël est l'Etat des Juifs », ce qui de facto officialise le statut de sous-citoyens des Arabes « israéliens », soit un habitant sur cinq. La même offensive religieuse et raciste est à l'origine du renforcement des mesures anti-migratoire : non pas bien sûr contre les Juifs d'Europe désireux de faire leur « aliya » (retour), mais contre l'immigration africaine, déjà rackettée, voire massacrée, dans le désert d'Egypte par des bédouins reconvertis dans la traite des hommes. Les illusions, s'il en subsiste, à l'égard des initiatives de « l'Autorité palestinienne », se heurtent à l'absence totale d'évolution ou de concessions des sionistes, qui renforcent la radicalisation des manifestants palestiniens avec la recommandation gouvernementale de « ne pas faire de prisonniers ».

### Feu vert pour abattre les manifestants

En d'autres termes de donner le feu vert aux flics pour abattre les mani-



John Kerry

festants : pas de prisonniers supplémentaires en Israël dont la libération face aux prises d'otages, tel Gilad Shalit, sert de monnaie d'échange au Hamas. Et les négociations sans fin avec la contribution des Kerry et consorts, ne font que lanterner les Palestiniens. Quant à la reprise du rapprochement de l'Autorité palestinienne-Hamas, elle s'est heurtée aux massacres de Gaza, dont Abbas ne voulait pas faire les frais, ce qui n'empêche pas Netanyahu de l'accuser, avec une parfaite mauvaise foi, d'être l'instigateur du terrorisme.

Enfin, il est nécessaire de rappeler ces évidences géographiques : Israël a une frontière avec l'Egypte où Al Sissi pourchasse les soutiens du Hamas ( et toute opposition), et avec la Syrie où Assad, considéré tant à Tel Aviv qu'à Washington ou Paris comme « un moindre mal », tente d'écraser l'opposition non djihadiste très tièdement approvisionnée par ses prétendus soutiens occidentaux, à l'heure où Poutine, le Hezbollah et les chiites d'Iran approvisionnent largement le tyran de Damas, qui continue, en toute impunité, et à l'abri des caméras, de lâcher des barils remplis de ferraille, de gros explo-

sifs sur la population civile d'Alep et autres lieux où le soulèvement tient toujours.

### L'explosion à nouveau inévitable

Comment ne pas voir que le couvercle de la cocotte-minute palestinienne est sur le point de sauter ?

Vive la lutte du peuple palestinien et celle de son allié objectif le peuple syrien.

A bas le sionisme et les tyrans qui le voisinent et le confortent en Egypte et en Syrie.

A bas la complicité des « occidentaux » dans les crimes perpétrés dans cette région du monde.

### Mohand Kebaïli, 26 novembre 2014



M. Abbas et B. Netanyahu

**NDLR** : A l'heure où des manœuvres diplomatiques préparent l'officialisation de la reconnaissance à l'ONU d'un « Etat palestinien » aux contours qui sont ceux d'un bantoustan, rappelons notre position : pour un ETAT PALESTINIEN composé de la Palestine historique, donc incluant l'actuel territoire occupé par les sionistes. Retour des réfugiés ! Deux composantes, juive et arabe, dans un Etat palestinien unique !

## Burkina Faso : Une Révolution inachevée

**Le 30 octobre 2014, un million de Burkinabés de toutes conditions ont marché sur le palais présidentiel et l'Assemblée nationale, contraignant le dictateur Blaise Compaoré, au pouvoir depuis 27 ans, à fuir et décamper en Côte d'Ivoire, « grâce » aux services spéciaux français. Plus fort que les trois glorieuses de 1830 à Paris, le soulèvement populaire n'a eu besoin que de 48h pour virer un des plus anciens dictateurs de l'Afrique francophone.**

**A**vant d'analyser la suite des événements, il faut apprécier ce qui s'est passé : Blaise Compaoré, dit « le beau Blaise », est responsable de différents assassinats au cours de sa carrière politique qui a succédé à celle d'officier. Il est l'instigateur de l'assassinat, le 15 octobre 1987, de Thomas Sankara, un officier se réclamant du marxisme et de la révolution socialiste qui renversa, 4 ans plus tôt, le régime corrompu de ce qui s'appelait encore la Haute-Volta, nom attribuée par les colonialistes de Paris à cette terre formant l'extrémité du territoire administré sous le titre de colonie du Haut Sénégal-Niger, de 1884 à 1960.

### Burkina Faso, la terre « des hommes intègres »

La terre mère du « Burkina Faso » ou « terre des hommes intègres » a comme langue vernaculaire le moré, celle de l'ethnie Mossi, majoritaire dans le pays et structurée comme un royaume très ancien et maintenu formellement sur le plan de la tradition,



Blaise Compaoré

par l'impérialisme français. C'est Thomas Sankara qui l'a ainsi nommé, pour symboliser le tournant par rapport à l'époque des kleptocrates comme Yaméogo ou Lamizana, etc.



Thomas Sankara

Sankara a pris des dispositions en faveur de l'égalité des sexes, des nationalisations et de l'alphabétisation des masses. La Françafrique en a pris ombre et c'est sous la première cohabitation Mitterrand-Chirac qu'il fut éliminé, son adjoint Compaoré jetant l'idéal socialiste de Sankara aux orties dès le lendemain de l'exécution de celui qui passait pour le Guevara africain. Compaoré est devenu un

personnage incontournable pour l'Elysée et Matignon, à la fois pour les négociations dans les conflits en Afrique (une sorte de Monsieur « Bons offices ») et un excellent élève de Pasqua dans l'art des coups tordus : c'est à Compaoré que le sanglant Charles Taylor doit l'armement et le soutien qui lui ont permis de ravager le Libéria entre 1989 et 2001, provoquant des centaines de milliers de morts. C'est avec l'aide de Compaoré que le criminel Fodé Sankoh a provoqué la guerre civile au Sierra Leone de 1991 à 2003, et que la déstabilisation

de la Côte d'Ivoire en 1999 et jusqu'en 2011 a permis à Ouattara, l'ami de Sarkozy et de Bolloré, de renverser Gbagbo à Abidjan.

### Compaoré, l'homme de l'Elysée et des coups tordus

Le même Compaoré a ouvert le Burkina à l'expulsion par la France, des « détenus musulmans de Folembry », c'est-à-dire expédiés par Pasqua à Ouagadougou, à charge pour Compaoré de les retenir au Burkina. Bien avant les prisons de Guantanamo, Pasqua a inventé l'externalisation des prisons à ciel ouvert. Le même Compaoré a utilisé son entregent pour rapprocher Kadhafi et Sarkozy, et plus tôt dans le temps, contribuer aux négociations entre Tchad et Lybie.

Quelques mois avant son reversement, il se voyait proposer par Hollande un haut poste à la Francophonie qui lui aurait donné une stature d'interlocuteur de l'ONU et un statut officieux de perroquet officiel de l'Elysée... Ses conseillers français voulaient le détourner de son projet de modification de la Constitution qui lui avait permis d'être à nouveau



Sarkozy et Kadhafi

candidat au poste de Président au Burkina alors qu'il avait épuisé tous les droits l'autorisant à se représenter. Mais comme tant d'autres potentats du continent, les Mugabé, les Biya, les Sassou-Nguesso, les Kabila fils, les Bongos père et fils, les Idriss Déby, etc., l'incrustation à la tête de l'Etat et tous les œufs d'or qui vont avec, fascinait Compaoré qui a sous-estimé la réaction du peuple quand il a annoncé qu'il allait faire entériner par son assemblée de députés godillots la réforme constitutionnelle lui permettant de se représenter pour un cinquième mandat.

## En 48 heures, le peuple débarque le dictateur

En 48 heures, l'affaire fut pliée. La jeunesse scolarisée et chômeuse, les artisans et commerçants, beaucoup de fonctionnaires, déferlèrent dans les rues de Ouaga et l'armée, après avoir tué 20 personnes s'est ralliée aux insurgés, abandonnant Compaoré et sa famille étendue. Pendant les journées suivantes, l'opposition politique officielle et l'armée ont juré aux populations insurgées que le pouvoir de transition ne durerait pas et que des élections remettant le pouvoir à des civils suivraient sous un an.

On retrouve là les manœuvres habituelles des carriéristes de tout poil : un général s'autoproclame président, un autre le remplace car le premier est jugé trop proche du président déchu, et au final c'est le numéro deux de la garde présidentielle, Zida, qui s'y colle. Les millions de mécontents ont reflué

après avoir incendié l'Assemblée Nationale et détruit le palais présidentiel, acceptant de mauvaise grâce les personnes du nouveau pouvoir à l'ombre duquel sieur Dendéré, chef de la garde prétorienne de Compaoré, conserve son poste et tente d'agir en sous-main. Il était et reste sans doute le confident de Compaoré.

## Magie noire macabre

Quant au frère de l'ex-président, François Compaoré, il a laissé à son domicile qu'il a fui, les restes de prisonnières victimes de sa magie noire, pratiquée avec sa femme et quelques autres adeptes. Il est entre autres l'auteur de l'assassinat de son ex-chauffeur et du journaliste Albert Zengo qui en 1998 était remonté jusqu'à lui. Le journalisme d'investigation ne conduit pas toujours

chez Hollande ou Sarkozy. On a retrouvé son corps brûlé dans une voiture, et de très grandes manifestations éclatèrent, noyées dans le sang, il y a déjà 16ans, ce qui sera aussi le cas en 2008 après un soulèvement d'étudiants contre les « réformes universitaires ».

## Un peuple debout

Aujourd'hui, le peuple est debout, mais il n'est guère armé et ne dispose pas d'un parti politique représentant authentiquement ses aspirations. Pour mieux faire passer la pilule, Zida a été se faire adouber par le « moro naba », le roi des Mossis, sans lequel aucune autorité n'est reconnue par les Mossis. Mais au bout de quelques jours, un conseil autoproclamé a choisi un président par intérim, politicien civil et ex-ambassadeur à l'ONU. Rien n'est joué et l'armée a peur du peuple car il a montré ce qu'il était capable de réaliser. Ainsi, comme le peuple malien en 1991, le peuple burkinabé a entamé la réalisation des tâches démocratiques, et c'est ce qui assure les bases pour aller plus loin, mais dans un pays sans industrie, agricole à 90% et dépourvu de toute structure hospitalière au plan national. Ce sera très ardu.

Vive la lutte du peuple burkinabé ! Jugement de Compaoré qui doit être extradé. Que ses anciens collaborateurs dégagent ! Contrôle public sur les finances du pays et les investissements ! Rupture avec les maîtres français du pantin sanglant !

**Ngarledji Makélélé,**  
le 23 novembre 2014



Isaac Zida

Rédacteur en chef : Paul Dumas

**Comité de rédaction :** Francis Charpentier, Daniel Petri, Wladimir Susanj, Pedro Carrasquedo, Paul Dumas, Isabelle Foucher, Zde Ekzladzil, Jérôme Lefaure, Julie Charmoillaux, Txomin Ravachol, Pierre-Yves Chiron, Domingo Blaya, Mustafa Diakité, Garledji Makélélé, Jean-Baptiste Carrier, Mohand Kebaïli.

Directeur

de publication : Pedro Carrasquedo

Commission paritaire en cours

Imprimerie spéciale

**La Commune du prolétariat parisien, en 1871, n'a pas cessé de nourrir de ses leçons le mouvement ouvrier international. Karl Marx et Friedrich Engels seront amenés à corriger le Manifeste du Parti Communiste en précisant dans la préface de 1872 : « *La Commune, notamment, a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine politique existante et la mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts.* »**

**C'est ainsi que la Commune de Paris, premier gouvernement ouvrier et pay-san, démontrera aux yeux du monde la capacité de la classe ouvrière à prendre en main sa propre destinée et, par là même, à lutter pour l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.**

**Notre revue s'inscrit pleinement dans cette continuité révolutionnaire, celle qui amènera Léon Trotsky à lutter pour la IV<sup>e</sup> Internationale.**



**Léon Trotsky  
(1879 - 1940)**

\*  
\* \*

## **Programme minimum et programme de transition**

La tâche stratégique de la prochaine période - période pré-révolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation - consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde (désarroi et découragement de la vieille génération, manque d'expérience de la jeune). Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat.

La social-démocratie classique, qui développa son action à l'époque où le capitalisme était progressiste, divisait son programme en deux parties indépendantes l'une de l'autre : le programme minimum, qui se limitait à des réformes dans le cadre de la société bourgeoise, et le programme maximum, qui promettait pour un avenir indéterminé le remplacement du capitalisme par le socialisme. Entre le programme minimum et le programme maximum, il n'y avait aucun pont. La social-démocratie n'a pas besoin de ce pont, car de socialisme, elle ne parle que les jours de fête.

L'Internationale communiste est entrée dans la voie de la social-démocratie à l'époque du capitalisme pourrissant, alors qu'il ne peut plus être question de réformes sociales systématiques ni de l'élévation du niveau de vie des masses; alors que la bourgeoisie reprend chaque fois de la main droite le double de ce qu'elle a donné de la main gauche (impôts, droits de douane, inflation, "déflation", vie chère, chômage, réglementation policière des grèves, etc.); alors que chaque revendication sérieuse du prolétariat et même chaque revendication progressive de la petite bourgeoisie conduisent inévitablement au-delà des limites de la propriété capitaliste et de l'État bourgeois.

La tâche stratégique de la IV<sup>e</sup> Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser. Son but politique est la conquête du pouvoir par le prolétariat pour réaliser l'expropriation de la bourgeoisie. (...)

. Dans la mesure où les vieilles revendications partielles "minimum" des masses se heurtent aux tendances destructives et dégradantes du capitalisme décadent - et cela se produit à chaque pas -, la IV<sup>e</sup> Internationale met en avant un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois. Le vieux "programme minimum" est constamment dépassé par le PROGRAMME DE TRANSITION dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne.

**Programme de transition,( extraits) Léon Trotsky, 1938**